LE MONDE **libertaire**

Organe de la Fédération Anarchiste — N° 90 ✶ Mai 1963 ✶ 1 f.

EN CAS DE GUERRE ATOMIQUE NOUS CREVERONS TOUS

Les travailleurs anglais manifestent contre les armements nucléaires. Au cours de manifestations violentes, la police fut souvent débordée. Sur cette photo, on voit nos camarades anarchistes rompant un barrage.

sauf les gouvernements

CASSER LE GAULLISME

SOLIDARITE INTERNATIONALE anti-franquiste

DU PROBLEME DEMOGRAPHIQUE

MOURIR A MADRID

1er MAI

Premier Mai ! L'histoire clame des souvenirs exaltants qui s'inscrivent mal dans le monde moderne. Chicago, les huit heures ! Fourmies ! les massacres ! Une forêt de drapeaux noirs, de drapeaux rouges flottent sur la marée humaine qui déferle sur les boulevards clamant sa foi en un monde meilleur. Ce sont ces Premier-Mai de combat qui ont forgé une génération de militants qui construisirent dans le pays le Mouvement ouvrier, mais, à côté du Premier-Mai d'épopée, il existe un autre Premier-Mai qui donne à l'autre sa signification profonde. C'est le Premier-Mai revendicatif, l'instant où le mouvement ouvrier communique aux travailleurs silencieux attentifs, le plan de travail qui au cours de l'année leur permettra un nouveau bond en avant.

Le premier Mai 1963 clôt une série de luttes dominées par la grève des mineurs et qui ont marqué un net réveil de la combativité ouvrière. Il s'ouvre sur un discours de De Gaulle, qui en précisant l'attaque du pouvoir contre nos libertés doit déterminer nos objectifs.

De Gaulle, dans ce langage simple et précis qu'on lui connait a été très clair. Pour lui la vocation de grandeur qu'il incarne a une contrepartie absolue : la limitation de l'évolution sociale, le maintien des structures économiques, le renforcement de l'Etat. De Gaulle veut la bombe, mais la bombe conditionne l'existence d'une société hiérarchisée, d'une société de classes. De Gaulle laissera en place les privilèges et le peuple paiera la bombe ! Et De Gaulle a précisé sa pensée après avoir évoqué les rattrapages nécessaires. — « A aucun moment, s'est-il écrié, il ne peut être question de PARITE ! » — Le mot est énorme ! Au moment où les organisations ouvrières, en proie au complexe de la technique osent à peine parler de la hiérarchie insuportable des salaires et des revenus; c'est lui qui, sentant cheminer doucement et inconsciemment dans l'esprit des hommes l'idée de l'égalité économique pose publiquement le problème et proclame au nom de la diversité sa volonté de maintenir le privilège de classes.

Et c'est De Gaulle qui nous livre pour ce premier Mai la revendication centrale, LA PARITE. C'est-à-dire, le partage égalitaire entre tous les citoyens de ce pays des richesses produites en commun. De Gaulle, pour justifier sa politique économique a fait état du Plan de quatre ans et de l'accord donné par les bonzes syndicaux aux perspectives que ce Plan traçait. Là encore, De Gaulle nous a désigné un point contre lequel tous nos efforts doivent se porter : le quatrième Plan, organisation de sauvegarde des privilèges, machine à financer la bombe par le travail. L'équivoque n'est plus permise. Il faut arracher l'organisation ouvrière de la commission du Plan qu'elle cautionne involontairement.

Mais si De Gaulle, pour sa politique de grandeur, la politique de Richelieu, prestige extérieur, ordre et obéissance à l'intérieur, entend maintenir aux classes qui l'appuient tous leurs privilèges, contre l'opposition, contre le monde du travail, la menace, voire le chantage, se précise. — « Ce qui s'est passé risque de peser sur l'avenir de votre profession » — s'exclame-t-il. Et à travers la phrase imprécise, De Gaulle nous prévient que si la grève gêne sa politique il n'hésitera pas à trouver des sources d'énergie maniées par des mains plus dociles que celles des mineurs. Et là encore De Gaulle nous indique quelle est la troisième perspective de lutte dont le Premier Mai doit être le départ : La défense des libertés et en conséquence du droit de grève et de la liberté d'association.

Le problème est clair, au risque de provoquer une guerre, De Gaulle continuera sa politique de grandeur. Pour la financer il s'opposera à toutes augmentations des conditions d'existence du prolétariat et pour mater les rebellions il s'apprêtera à limiter les libertés, à casser les organisations ouvrières.

L'outil de De Gaulle c'est l'Etat, gardien des structures de la société, point fort mais également point faible du système et c'est là qu'il nous faut porter notre effort, De Gaulle veut casser l'organisation ouvrière, épine dorsale du prolétariat, le prolétariat doit casser les structures économiques, socle sur lequel l'Etat se dresse. L'année ouvrière doit être une année de lutte pour la PARITE, une année de lutte contre le Plan, une année de lutte pour toutes les libertés auxquelles le pouvoir s'attaque.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL

Lundi 13 Mai à 21 heures précises
Salle Trétaigne
7, rue de Trétaigne, Paris 18e — (Métro Joffrin)
Conférence publique et contradictoire
avec
ARISTIDE LAPEYRE
Sujet :
« Un problème révolutionnaire : Le contrôle des naissances »
Entrée libre — Salle chauffée

UNION DES GROUPES ANARCHISTES - COMMUNISTES DE LA RÉGION PARISIENNE

CYCLE DE CONFERENCES

Vendredi, 17 mai 1963, à 21 heures
24, rue Sainte-Marthe, Paris, 10e
« Evolution politique en France et en Europe occidentale »
George MANCEAU
Renseignements : F. LEMOINE, 3, rue Ternaux, Paris, 11e

GROUPE ANARCHISTE MONTLUÇON-COMMENTRY

Conférence publique
Dimanche 19 Mai à 10 heures précises
Salle de l'Edifice communal de Montluçon (Allier)
avec
MAURICE JOYEUX
Sujet : **« Le vrai visage du Syndicalisme »**
Entrée libre

GROUPES ANARCHISTES ANGERS-TRELAZE

Conférences publiques et contradictoires
avec
MAURICE JOYEUX
1° : A Trélazé. — Vendredi 24 Mai à 21 heures
au Cinéma Trianon
Sujet : **« La technocratie à l'assaut du Monde du Travail »**
2° : A Angers. — Samedi 25 Mai a 21 heures
Salle des Cours Municipaux, rue du Musée
Sujet : **« Albert Camus, l'écrivain, l'homme, le sociologue »**
Entrée libre

A rappeler que mardi soir, 30 avril
à 21 heures à l'Européen — Place Clichy, Paris
GALA ANNUEL du Groupe Louise-Michel

INFORMATIONS

JEUNES LIBERTAIRES
ROUPE DE MARSEILLE

Causeries — débats.
Samedi 4 Mai. — Jules Vallès-Louise Michel.
Samedi 11 Mai. — L'homme peut-il vivre libre dans la société actuelle ?
Samedi 18 Mai. — La Commune de Marseille (1871).
Samedi 25 Mai. — Pour une éthique anarchiste.
Samedi 1er Juin. — Réunion de travail.
Préparation de la Revue d'Etudes des jeunesses anarchistes.
Pour tous renseignements écrire à J. S. R. Salle n° 3 bis, 13, rue de l'Académie, Marseille 14 (B. du R.).
Ou venir le samedi à 18 heures à cette adresse.

INTERNATIONALE
DES RESISTANTS A LA GUERRE

Journées d'étude sur le thème : « *Non-Violence et changement Socio-économique* », *ou 24 au 31 août* 1963 *au château de Charbonnières*, par AUTHON-DU-PERCHE (Eure-et-Loir).
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux ou au WAR RESISTERS' INTERNATIONAL, 88, Park Avenue Enfield, Middlesex (Angleterre).

Qu'est-ce devenue la question Aymare ?

Grâce aux sacrifices prolongés de nombreux militants, et à l'accord intervenu entre un groupe de camarades de la région et le Comité Nationale de la C.N.T. Espagnole, la colonie d'AYMARE va conserver son caractère d'œuvre collective ayant pour but de réaliser, autant que la situation actuelle le permet, l'exploitation en commun avec un maximun de liberté.

Tous ceux qui se rendent compte qu'il est absolument nécessaire que nous mettions debout une réalisation pouvant être donnée en exemple aux indifférents et aux sceptiques, prouvant la valeur et le sérieux de nos conceptions, sont priés d'apporter leur aide matérielle et leur soutien moral à cette mise en pratique de nos idées.

Dans ce but, ils pourront visiter la Colonie en se présentant sur place, ou écrire à José VERGARA, Colonie d'AYMARE, par LE VIGAN (Lot) qui leur fournira tous renseignements.

Les membres de la Colonie

ETUDIANTS

Notre Groupe unit les étudiants libertaires des lycées Charlemagne et Voltaire. Ces camarades se proposent :

- *de diffuser les idées libertaires.*
- *d'unir dans la même lutte les jeunes ouvriers et les lyceens, en brisant la barrière de préjugés stupides qui les séparent;*
- *de soutenir toutes les organisations en lutte contre la dictature gaulliste qui est déjà solidement installée;*
- *de lutter contre le racisme, le plus infect des préjugés;*
- *de libérer de l'emprise des catéchistes chrétiens, civiques et marxistes, tous les militants, dont les suggestions personnelles seront enfin écoutées et prises en considération;*
- *de faire prendre conscience aux camarades apolitiques qu'un choix brûlant se pose à eux;*
- *ENFIN, DE TOUJOURS DEFENDRE L'IDEAL DE LIBERTE.*

Nous voulons lutter par la force contre les fascistes et les néo-nazis. Nous voulons aider la Fédération Anarchiste dans son action, dans sa propagande pour la diffusion des ses idees et de contribuer à la vie du MONDE LIBERTAIRE (vente du journal, participation aux colloques et aux meetings, etc.).

Le Groupe socialiste libertaire
NESTOR MAKHNO

Souscription

Sommes reçues du 10 février au 12 avril :

Belaud, 2,00 ; Lapeyre. Aristide, 200,00 ; Humbert, J., 10,00 ; Groupe su « Monde Libertaire », 230,00 ; Delannoy, 4,00 ; Roche, 2,00 ; Sévère, 6,00 ; Lantuejoul, 6,00 : Hautemule, 39,50 ; Un ami du journal 100,00 ; Patin, 5,00 ; Franco C., 5,00 ; Denis, Ar., 2,00 ; Vaillant B., 26,80 ; Jacquet, R., 10,00 ; Groupe Amitiés Internationales 160,00 ; Laberche, 10,00 ; Borsot, 20,00 ; Lemarchand, 10,00 ; Perrissimo, 10,00 ; Delteil, 10,00 ; Gaudin, 10.00 : Jean, 4,00 ; Totaro, 10,00 ; Groupe d'Oyonnax, 5,00 ; Groupe d'Asnières, 104,00 ; Plouvier, 10,00 ; Blachier, 10,00 ; Prévôtel, Marc, 180,00 ; Valot, 13,00.

Brest, 5,00 ; Mme Prévôtel, 10,00 ; Fouyer, 10,00 ; Eychenne, 20,00 ; Bachem, 10,00 ; Goubet, 50,00 ; Gaston, 5,00 ; Fayolle, 10,00 : Bidé, 196,00 ; Groupes Berneri et Durruti de l'U.G.A.C., 100,00 ; Drouet Cl., 3,00 ; Cerles Paul, 10,00 ; Laberche, 10,00 ; Delpon, 4,00 ; Delord, 40,00 ; Oreal, 5,00 ; Dhermy, 5,00 ; Quatreville, 5,00 ; May, 5,00 ; Rousseau, 10,00 ; Groupe de Lorient, 20,00 ; Marynus, 3,30 ; Buatois, 20,00 ; Cova, 10,00 ; Le Renard, 10,00.

VIE DE LA FEDERATION

AIX EN PROVENCE
GROUPE LIBERTAIRE
S'adresser à José BARRACHINA, Clos des Fleurs, Bâtiment A, 41, Avenue P.-Solari.

ANGERS-TRELAZE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie.

ASNIERES
GROUPE ANARCHISTE
Salle du Centre administratif, Place de la Mairie (deuxième et quatrième mercredis).

BORDEAUX
GROUPE ANARCHISTE « SEBASTIEN FAURE »
S'adresser à PEYRAUT Yves, 15, rue Blanqui, à CENON (Gironde).

BAYEUX
GROUPE LIBERTAIRE
Réunion chaque mois. S'adresser à J. P. Belliard Ecole à GUERIN par Bayeux (Calvados).

CAEN
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Michel FREROT, 57, route de Lion-sur-Mer. à CAEN (Calvados).

CARCASSONNE
GROUPE HAN RYNER
Francis DUFOUR, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, à CARCASSONNE (Aude).

COMMENTRY
GROUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis MALFANT. Boulevard Rambourg, à COMMENTRY (Allier).

FALAISE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Louis LA FAYE, 10, rue Gambetta à FALAISE (Calvados).

GIVORS
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à G. DARTOIS, Chemin des Charmes à GRIGNY (Rhône).

LAUSANNE
GROUPE ANARCHISTE
S'adresser à F. Lemoine, 3, rue Ternaux, Paris 11e.

LE HAVRE
GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND
Réunions : Section de Rouen, les 1er et 2e Mardis de chaque mois.
Section du Havre, les 1er et 2e Vendredis de chaque mois.
1er Samedi et 1er Dimanche du mois, vente du journal à la criée.
Pour prendre contact : Aurelien DAUGUET, 15, rue Schubert, Le Havre.

LYON
GROUPE ELISEE RECLUS
Permanence tous les samedis de 17 à 19 h. Café Bon Accueil, 71, rue de Bonnel à LYON (3e). Adresser toute correspondance au secrétaire AVIAS Raoul, 56, rue Pierre-Lémerd à OULLINS (Rhône).

MARSEILLE
GROUPE ANARCHISTE MARSEILLE-CENTRE.
Réunion tous les lundis de 18 h 30 à 20 h. 12, rue Pavillon, 2e étage.

NANTES
GROUPE FERNAND PELLOUTIER.
Secrétaire, Louis SIMIER, 44, rue de Sèvres, à NANTES (Loire-Atlantique).

SAINTES
GROUPE LIBERTAIRE
Prière de prendre contact avec le camarade Georges AUZANNEAU, route de Marennes, à SAINTES (Charente-Maritime).

STRASBOURG
GROUPE SOCIALISTE - LIBERTAIRE.
Pour tous renseignements, écrire 3, rue Ternaux, Paris 11e.

TOURS
GROUPE LIBERTAIRE « PAUL ZORKINE ».
Responsables : Maraudin, A. et Schakummunds, J. J.
Renseignements : 3, rue Ternaux, Paris, XIe.

PARIS
GROUPE D'ETUDES ET D'ACTION ANARCHISTE.
Permanence chaque samedi de 15 à 19 h, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

GROUPE LIBERTAIRE EMILE HENRY.
Réunion tous les jeudis de 21 à 23 h. 30.
Pour tous renseignements, s'adresser à J. BONNET, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

GROUPE SOCIALISTE - LIBERTAIRE MAKHNO.
Ecrire à Maurice Joyeux, 24, rue Paul Albert, Paris, 18e, qui transmettra.
Réunion le jeudi à 16 h.

GROUPE LES AMITIES INTERNATIONALES
Réunion chaque samedi à 17 h, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL
Réunion du Groupe jeudi 9 Mai à 21 heures précises. 110, Passage Ramey. Paris 18e.
Ordre du jour :
Compte - rendu de notre Gala.
Notre Congrès 1963.
Organisation de notre propagande et réunions.
Divers.

GROUPE SOCIAL - LIBERTAIRE JULES VALLES.
Ecrire à Maurice Joyeux, 24, rue Paul Albert, Paris 18e, qui transmettra.
Réunion le samedi à 14 h. 30.

GROUPE DU MONDE LIBERTAIRE.
S'adresser :
3, rue Ternaux, Paris.

GROUPE MAX STIRNER.
Pour tous renseignements s'adresser 3, rue Ternaux, Paris, 11e.

UNION DES GROUPES ANARCHISTES COMMUNISTES
Permanence tous les samedis de 14 h. à 18 h.
Pour ces groupes, renseignements à l'U.C.A.C. ou Francis LEMOINE, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

Pour les cantons d'AULNAY, BLANC - MESNIL, SEVRAN, VILLEPINTE, un camarade formerait un groupe.
Renseignements, r. Ternaux.

GENEVE
GROUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE
S'adresser à F. Lemoine, 3, rue Ternaux, Paris 11e.

GRENOBLE
GROUPE ANARCHISTE COMMUNISTE SPARTACUS.
S'adresser à KERAVIS, 162, rue Léon Jouhaux, à GRENOBLE (Isère).

LILLE
GROUPE ANARCHISTE «LA COMMUNE LIBERTAIRE» C.N.T., S.I.A., espérantistes - révolutionnaires. S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MAISONS-ALFORT
GROUPE ELYSEE RECLUS.
Réunion tous les vendredis à 20 h., 3, rue Ternaux, Paris, 11e.

PARIS V
GROUPE KRONSTADT.
Réunion tous les vendredis à 20 h., 3, rue Ternaux, Paris, 11e.

HAUTE-SAVOIE
GROUPE BERNERI

MACON
GROUPE GERMINAL.

F. A.
Groupes et militants, adressez vos cotisations à Hélène Gouroussi, 3, rue Ternaux, Paris, XIe. C C P 15 912 21 Paris.

CASSER LE GAULLISME !

La grève des mineurs a dominé la vie politique de ce pays ces deux derniers mois. Il appartient à nous anarchistes, de dégager de ces faits, une politique suivie et cohérente. Il est bien certain que la grève des charbonnages est une étape importante, qu'elle marque un tournant décisif dans l'évolution du régime. Depuis la prise du pouvoir par le général De Gaulle en mai 1958, jamais celui-ci n'eut à faire face à une aussi forte opposition, jamais son règne ne fut plus fortement compromis. Le putsch d'avril 1961, la flambée O. A. S. qui lui succéda, ne servirent qu'à renforcer la dictature. Il aurait pu en être tout autrement de l'action conjuguée des travailleurs. Il ne faut pas être

par Henri Serres-Cousiné

grand clerc pour avoir senti qu'une grève générale, possible fin mars, début avril eût balayé le général et sa clique.

Effectivement, personne ne croyait que le mouvement prendrait une telle importance, par sa cohésion, son unité. La grève souleva de tels problèmes, s'ouvrit vers de telles perspectives, que la satisfaction fut unanime lorsqu'un accord est enfin intervenu. Partis, syndicats, gouvernement avaient joué le feu et ils venaient de se brûler les doigts. Le voile de silence rapidement jeté par tous sur les évènements en est un éloquent témoignage. Le mécontentement était profond, le besoin de changement évident, après 35 jours de grève quelle que soit la teneur des accords, l'explosion de colère était inévitable. Après la secousse De Gaulle sort de l'ombre, et il va tenter de ressaisir l'opinion publique en développant les thèses qui lui sont chères : intérêts supérieurs de l'Etat, le général et le durable face au particulier et au circonstanciel. Mais les travailleurs savent à présent par où passe l'amélioration de leurs condition d'existence. Seule la disparition du régime le plus réactionnaire de ce siècle peut apporter par les moyens qu'elle implique les éléments d'un renouveau socialiste.

Ce qu'il faut souligner c'est la faiblesse d'un régime comme celui de De Gaulle face à une force aussi puissante que celle que réprésente l'action spontanée des travailleurs. Ce régime, qu'il veut démocratique et qu'il baptise par la voix de ses barons « social » ne peut user de la répression parce que les travailleurs ne sont ni des militaires, ni des magistrats, ni des politiques. Il ne peut d'autant moins user des forces coercitives traditionnelles, que la récente épuration lui a retiré ses meilleurs serviteurs. Sa position en porte à faux sur la scène internationale, le freinage dans l'expansion économique, ne sont pas de nature à lui permettre de violentes réactions. Les ordres de réquisition sont restés lettres mortes. Tous ces facteurs, ne lui ont certes pas échappé et il faut être bien persuadé qu'il s'emploiera de toutes ses forces pour éviter de retomber dans une telle impasse.

Le général ne pensait pas cette grève possible, les partis et les syndicats encore moins. Lorsqu'à la faveur de la campagne électorale l'U. N. R. lança son mot d'ordre « d'année sociale », ce fut l'occasion pour beaucoup de retrouver de vieilles formules usées et pour les réformistes - collaborationnistes de prétendre à la fin de la lutte des classes. La grève s'est placée à contre-courant des spéculations habituelles des sphères dirigeantes et ce n'est pas son moindre mérite. Qu'on le veuille ou non le mouvement fut spontané. Et c'est parce qu'il fut spontané, qu'il prit naissance a la base, que rapidement il prit son caractère décisif. Dans chaque concession de mine, ce furent les comités locaux d'action groupant les syndiqués ou organisés qui organisèrent la grève et rendirent totale l'unité des travailleurs au combat. Il est tout de même important de rappeler que 15 jours après le début de la grève un Comité Central à l'échelon des fédérations syndicales n'avait pas encore pu être constitué dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Politiquement la grève nous l'avons dit, a marqué un tournant. L'O. A. S. c'était une montagne qui avait accouché d'une souris. Nous avons la preuve que De Gaulle ne peut tomber que sous la poussée coordonnée du prolétariat. La vanité des prétentions sociales du gouvernement éclate au grand jour. Ce que des castes ou des groupements essentiellement politique ne peuvent obtenir, est possible pour les travailleurs dans le cadre de leurs organisations naturelles ou au-delà si celles-ci persistent dans leur incapacité. Tout comme lors du dernier référendum et des élections, les partis furent dans l'impossibilité de saisir l'occasion qui se présentait à eux. Est-il nécessaire d'insister sur la lamentable comédie de ces politiciens quelle que soit leur origine, qui tentaient au plus fort de la grève de se rattacher au mouvement. La faillite de ces derniers est totale et ils ne furent pas les moins soulagés de l'issue finale qu'ils contribuèrent de toute leur force à précipiter. Mais direz-vous, pourquoi refuser ce qui semblait être dans leurs intentions, parce qu'ils savaient n'avoir rien à attendre d'un mouvement dont l'origine d'abord, le contrôle ensuite leur échappait. Ils se savaient dépassés, débordés, par ce mouvement. Aussi le mot d'ordre de grève générale ne fut-il jamais prononcé. Les syndicats adoptèrent d'ailleurs une position sensiblement identique, encore que moins tranchée.

Cela tient d'abord à la nature de l'organisation syndicale, à son caractère fédéraliste, qui laissent bon gré, mal gré, une certaine autonomie aux fédérations et aux syndicats. Ce qui est important c'est que la grève générale était non seulement possible mais encore souhaitée par la grande majorité des travailleurs. Au lieu de lancer tout le secteur public et le secteur nationalisé dans une action franche et efficace comme celle des mineurs, c'est-à-dire une grève illimitée, l'action se limita à des arrêts de travail de courte durée dont tout le monde sait qu'ils sont impopulaires non seulement de l'ensemble des travailleurs, mais aussi de ceux qui sont appelés à les appliquer. De l'extérieur il a semblé que le principal souci des confédérations était d'empêcher un mouvement unitaire et toujours pour la même raison, car ils avaient conscience qu'une grève générale menait le gaullisme à sa perte et sans vouloir les suspecter de sympathie au général il est bien certain que la peur du vide de l'aventure après le départ de celui-ci l'emportait sur leur devoir le plus élémentaire. Dans la mesure où les centrales syndicales ont abandonné toutes aspirations révolutionnaires, leur attitude est conséquente de leur position.

Ce qui est plus grave c'est la facilité avec laquelle, partis, syndicats et aussi certains syndicalistes ont condamné la révolte ouverte des mineurs et leur refus de reprendre le travail. Il est certainement vrai que des agitateurs et des provocateurs aux ordres du gouvernement ont essayé de tirer un profit du brutal mécontentement des grévistes, encore que ce soit donner à De Gaulle des moyens qu'il ne possède peut-être pas. On ne fait pas en 1963, 35 jours de grève en limitant ses objectifs à quelque 10 % d'augmentation de salaire, pas plus que pour 15 ou 20%. La nature du régime directement lié à l'exploitation des travailleurs apparaissait si clairement, que seule la chute de De Gaulle pouvait être le juste prix de tant de misères accumulées.

Il faut en effet voir et comprendre la colère des mineurs dirigée contre leurs responsables syndicaux, qu'ils estimaient malgré tout, comme la naturelle manifestation de ceux qui se sentent incompris. Tous les mineurs vous le diront ce qu'ils reprochent aux délégués c'est moins le compromis des accords que d'avoir douté d'eux. Alors le divorce entre les appareils et les masses apparaît nettement, l'incomprehension s'affirme totale.

Rappelons ce qu'a déclaré notre camarade Menu aux mineurs qui refusaient de reprendre le travail : « Mais si vous continuez la grève alors c'est la révolution ». Le pays dira-t-on, n'était pas prêt. Mais, parbleu, les circonstances ne sont jamais favorables et d'espérer l'impossible, empêche de voir la réalité. L'hypothèque du mythe gaulliste était levée, un grand mouvement populaire était possible. Et les partis, dites-vous ? Justement sans les partis et malgré les appareils syndicaux.

Nous devons conclure. Un point est pratiquement acquis. La popularité de De Gaulle a vécu. Une action menée contre lui, parce qu'il est éloquemment représentatif d'un système d'exploitation où le capitalisme revêt les formes d'un paternalisme dépassé est possible; la haine du gaullisme entre dans les mœurs. Il est de notre devoir de tout mettre en œuvre pour dresser les travailleurs contre son Etat, de démontrer qu'il ne peut y avoir d'avantages définitivement acquis, d'émancipation possible, de dignité retrouvée tant que le vieillard et sa clique de jouisseurs resteront en place.

La voie tracée par nos camarades mineurs nous prouve que la lutte contre le gaullisme sous-entend une prise de conscience dans le prolétariat, de nature à redonner une pensée authentiquement socialiste et révolutionnaire au mouvement ouvrier de ce pays. Nous anarchistes, devons dans la lutte quotidienne contribuer à cette prise de conscience, par une action déterminée et violente contre le potentat.

Madame

A propos de votre article, paru dans « Le Monde » du 7-8 Avril, nous sommes loin d'apprécier le rapprochement hâtif que vous établissez entre des nervis UNR-OAS et les anarchistes.

Il n'en reste pas moins vrai que les anarchistes restent entièrement solidaires de tous les mineurs, aussi bien de ceux qui ont repris le travail le vendredi 5-4, que de ceux qui ont continué la grève. Cette lutte, profonde, partie de la base, explique la ferme détermination de ces derniers, l'embarras des Etats-majors syndicaux, la présence d'une poignée de meneurs fascistes.

Nous réaffirmons que les Libertaires n'ont jamais l'habitude de se substituer aux aspirations du prolétariat et, possèdent toujours le souci de jouer, non un rôle dirigeant, mais le rôle d'une minorité révolutionnaire informatrice, nonconformiste, et anti-dogmatique. Les Libertaires constatent seulement l'attitude anarcho-synsicaliste adoptée par beaucoup de mineurs que seules leurs conditions de vie ,leur grève de 35 jours, et l'absence de garanties sérieuses les concernant, expliquent facilement. Pour tous nos camarades tombés sous les balles hitlériennes, mussoliniennes, staliniennes et franquistes nous précisons que les anarchistes n'ont pas l'habitude de mener une campagne de propagande ou de lutte, sans la signer.

Nous vous demandons donc d'avoir l'obligeance de publier cette petite mise au point et vous présentons, madame, nos sincères salutations.

Pour la Fédération Anarchiste

FRANCIS LEMOINE

3, rue Ternaux, Paris XI

Nous communiquons ci-après une lettre rectificative dont « Le Monde » a publié des extraits. — La Rédaction.

ANASTASIE A L'ŒUVRE

Le 28 mars, M. Maspéro comparaissait devant la 17 Chambre Correctionnelle pour répondre d' « outrage aux bonnes mœurs ». Ce chef d'accusation était dû à l'exposition pour vente de six livres interdits, en vertu de plusieurs lois, aux mineurs de dix-huit ans. On s'étonne déjà qu'un tel acte retienne un tel chef d'accusation, on s'en étonnera encore plus lorsqu'on saura que selon de nombreux témoins, M. Maspéro est « austère et a un caractère rigide », et que les livres en question étaient exposés dans une vitrine fermée sur champ. Seul le dos des livres était visible de la rue. Cette sévérité dans l'accusation permit à M. Maurice Garçon d' « exprimer les craintes que lui inspire la législation actuelle ». « Les poursuites engagées depuis quelques temps, dit-il, suscitent une émotion croissante parmi les grands éditeurs. La censure préalable, qui tend à s'instaurer par une voie détournée, n'est pas admissible dans un pays comme le nôtre. »

Puis M. Maurice Garçon fit l'historique des censures, montrant ainsi que jamais on n'avait été aussi sévere qu'aujourd'hui.

Nous avons également appris que le ministre de l'Intérieur dresse arbitrairement une liste noire de livres interdits, et, à la troisième réprimande, l'éditeur fautif sera obligé d'aller porter tous les ouvrages qu'il fait imprimer, au ministère de la Justice. Ces livres seront ainsi soumis à la censure préalable du gouvernement qui se prononcera au bout de trois mois. Les maisons Gallimard et Julliard ont déjà eu droit à un avertissement.

Ainsi chaque jour, les libertés fondamentales sont de plus en plus bafouées et cet état de choses, qui progressera chaque jour si nous ne nous y opposons pas, nous amènerait à croire que M. Frey et d'autres s'identifient au personnage imaginé par Zola sous le nom de Rougon. Ce dernier, en effet, aimait à répéter que « le danger n'est pas dans les prérogatives excessives du pouvoir, mais dans l'absence de lois repressives », que « la liberté sans entraves est impossible dans un pays où il existe une faction obstinée à méconnaître les bases fondamentales du gouvernement », que « en dehors du principe autoritaire, appliqué dans toute sa rigueur, il n'y a point de salut pour la France », et enfin, qu' « une liberté ne va pas sans une deuxième liberté, puis qu'une troisième liberté arrive, balayant tout, les institutions et les dynasties. C'est la machine implacable, l'engrenage qui pince le bout du doigt, attire la main, dévore le bras, broie le corps... »

Ainsi l'esprit autoritaire du Second Empire se retrouve dans le régime gaulliste. La vérité et la liberté sont refusées à l'individu par les gouvernements, qu'ils soient dirigés par un Empereur ou par un Président de la République. En agissant ainsi, les dirigeants montrent le mépris qu'ils ont pour le peuple et chaque fois qu'un livre ou un film est censuré, c'est une nouvelle injure que l'on nous adresse. Aujourd'hui, ce sont quelques livres qui sont interdits et par ce moyen le gouvernement « tâte » l'opinion publique et si ne nous élevons pas violemment contre de tels actes nos libertés qui sont déjà très illusoires, finiront par ne plus être qu'un souvenir.

Jacques MERLINO

FLASHES sur l'actualité

DE L'UTILISATION DES ARMES

Jadis l'armée d'un Etat servait à se battre contre l'armée d'un Etat voisin. Ça devenait risqué.

Dans de nombreux Etats comme ceux d'Amérique latine qui ignorent les guerres depuis longtemps l'armée se bat occasionnellement contre les civils (et quelquefois durement, voir l'Espagne).

L'Argentine semble avoir mis au point un système supérieur : l'armée de terre se bat contre la marine. Le circuit se referme.

A quand une armée qui s'autoexterminera ?

✶

UN SONDAGE D'OPINION SUR LES OUBLIES

Huit Français sont encore en prison, des dizaines d'autres en situation irrégulière, pour avoir refusé de faire la guerre au peuple algérien, ou pour l'avoir aidé à conquérir une indépendance acceptée depuis, massivement, par le peuple français.

Le Comité de Solidarité avec les Victimes de la Répression (Boîte postale 8.15, Paris) a fait faire, par les enquêteurs de la S.O.F.R.E.S., un sondage d'opinion à Paris, Marseille, Strasbourg, et Lyon. La question était : « *Un certain nombre de Français qui ont aidé les Algériens à devenir indépendants sont encore en prison en France. Pensez-vous qu'il faudrait maintenant les libérer et les amnistier ?* ».

Les résultats sont les suivants :

OUI	55 %
NON	15 %
Sans opinion	30 %

Il est piquant de remarquer qu'il y a donc en France une majorité moins faible, moins « aléatoire » que celle du dernier référendum, en faveur de la libération de ces citoyens.

Leur maintien en prison ne peut donc plus avoir qu'un sens : le pouvoir conserve des otages à gauche pour de prochaines amnisties à droite. Est-ce là encore une « justice » qui se rend toujours, dans les mots, « au nom du peuple français » ?

✶

DIEU RECONNAITRA LES SIENS

J'ouvre « L'Express », le journal d'une petite bourgeoisie de gauche, fatiguée à force de « penser », qui compense son immobilisme par des rêveries humanitaires de bon ton et qui se garde bien de salir ses doigts roses au contact de ces réalités désagréables que sont la lutte des classes, l'égalité des salaires, la montée de la technocratie. Voilà ce que ça donne ! Dans les premières pages le Forum. On y parle agriculture par la bouche d'un « jeune » frais émoulu des jeunesses agricoles chrétiennes. Un peu plus loin une double page a une récente Encyclique. Un révérent père tondu à souhait a la parole. Continuons à feuilleter le journal. Voici une étude sur les municipalités. Le maire d'une importante cité, qui nous fait ses confidences est M. R. P. De çà de là au fil des pages on parle un peu syndicalisme, du syndicaliste chrétien, naturellement !

C'est entendu, Servan-Schreiber ne succédera pas à De Gaulle à la Présidence de la République, il est un peu « léger » ! Nous nous ferons une raison. Soyons sûrs toutefois qu'il continuera à jouer dans la presse le rôle du brouillon étourdi où il excelle. Nous lui conseillons toutefois de se menager, car telle la grenouille de la fable du bon La Fontaine la catastrophe le guette. Et même si la prédilection ,pour les chrétiens dits « sociaux », qui est la sauce liant la salade qu'il nous offre chaque semaine lui est comptée « là-haut », il est douteux que cela soit suffisant pour séduire l'électeur ici bas.

Toutefois, en bon avisé, il a pris une décision qui vraiment s'imposait. Celle d'imprimer la moitié de son journal à l'envers. Voilà de quoi faire rugir Isidore Isou. Mais tout compte fait, pour l'Elysée... la succession du regretté Président Paul Deschanel est toujours ouverte.

★

ON VIOLE LES TRAITES

C'est du moins ce que prétend le gouvernement français.

Un véritable scandale ! On a affamé des populations ? On a incarcéré des innocents ? On a assassiné des enfants ?

Si ce n'était que cela !

Non, en violation des accords d'Evian, qui prévoyaient que toute expropriation ne devait avoir lieu qu'après accord entre la France et l'Algérie, cette dernière vient de déposséder Monsieur Borgeaud de ses biens.

Quand on vous le disait que la guerre d'Algérie et les traités qui y ont fait suite étaient faits pour la défense des pauvres « pieds-noirs » et non pour la sauvegarde des intérêts des affameurs (ainsi que le laissait entendre des démagogues stipendiés).

Pauvre petit Borgeaud, que la cruauté des événements va contraindre à demander la charité sur le pont des Arts ou à s'inscrire aux économiquement faibles.

Qu'après accord de la France et de l'Algérie des millions de contribuables aient sué de la casquette ou du burnous, pour régler au sieur Borgeaud les quelques milliards que représente son expropriation, voilà qui était civique, normal et démocratique.

Mais que l'Algérie sans nous consulter dépouille un aussi misérable citoyen, voilà qui constitue la fin des fins et soulève l'indignation de tous les honorables abrutis, prêts à larmoyer sur les malheurs des grands de ce monde et à ressentir comme un coup de pied quelque part, les avatars dont leur fortune peut être l'objet.

★

A PROPOS DE L'UNITE D'ACTION

Le résultat des dernières élections, l'attaque du pouvoir contre les partis et contre les organisations ouvrières ont fini par combler les fossés qui séparaient les organisations syndicales. Et à part quelques exceptions de sommets, les travailleurs pratiquent non seulement l'unité sur le lieu du travail pour défendre les salaires mais encore dans les localités pour défendre un certain nombre de principes dont celui de la liberté d'association et du droit à la grève.

C'est là une position qui fut toujours la nôtre et nous l'avons défendue à un moment où les politiciens pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec les intérêts des travailleurs et étaient purement électorales, entretenaient ces divisions à coups d'insultes réciproques. Et c'est pourquoi nous pouvons aujourd'hui crier casse-cou ! A Paris et dans la Seine, le Parti socialiste, étrillé aux dernières élections, a commencé à avancer ses pions pour les municipales et le pion principal étant l'éventuel désistement des communistes pour des candidats socialistes pas forcément arrivés en tête, mais simplement mieux placés pour battre la réaction ; la grande reconciliation est en route. Ces embrassades des partis démonétisés ne nous feraient ni chaud ni froid si elles n'avaient des répercussions sérieuses sur le mouvement ouvrier et singulièrement sur le mouvement syndical qui seul conserve une audience pour les travailleurs.

On ne saurait donc trop mettre en garde les ouvriers contre ces accouplements de catins pour des buts purement alimentaires et ils doivent s'attendre à trouver devant eux, dans les mouvements d'unité d'action nécessaires, le front des deux partis ex ennemis et aujourd'hui réunis dans la course aux fauteuils de velours vert. Certes, il faut faire partout où elle s'impose l'unité d'action, mais il faut chasser de la direction de ces mouvements les politiciens tarés surtout lorsque ces politiciens se réclament à la fois d'un parti et d'un syndicat et jouent en fait sur deux tableaux mais toujours en faveur du tableau politique plus grassement rentable. Et cela est possible, tant est grande la crainte de ces partis de se voir coupés du mouvement syndical aux basques duquel ils s'accrochent désespérement de peur de sombrer dans le ridicule, le mépris et surtout l'oubli.

★

LA JUSTICE AU TRAVAIL EN ITALIE

Après vingt années de dictature et l'apocalypse finale de la deuxième guerre mondiale, le fascisme italien a reconquis sa place au soleil. Par l'entremise du parti néo-fasciste M.S.I. (Mouvement Social Italien), les nostalgiques du Fascio relèvent la tête, ne craignant pas d'affronter la colère populaire.

A Carrare, cité de tradition libertaire, le secrétaire du M.S.I., le signor Edera, n'a pas hésité, lors des événements de Gênes, à chanter les louanges de son parti sur la place publique. La réplique ne s'est pas fait attendre. Une échauffourée, quelques coups de poings échangés, et le sieur Edera a mordu (physiquement) la poussière.

L'affaire a été jugée dernièrement devant le tribunal de Massa. Trois accusés, les anarchistes Carlo et Alvaro Mazzucchelli et le socialiste Alessandro Brucellaria. Le verdit, invraisemblable, est tombé : 4 ans de prison pour Carlo Mazzucchelli ; les autres étant relâchés faute de preuves. Tout ça pour un coup de poing ! Cette sentence ahurissante ne s'applique que par de louches combinaisons politiques. L'Italie est en pleine période électorale et le M.S.I. peut redevenir, comme il l'a été dans un très récent passé, un partenaire gouvernemental. Et ceci implique cela, sans compter qu'un grand nombre de magistrats actuels ont été nommés par l'administration mussolinienne.

Toujours est-il que notre camarade a aussitôt fait appel devant le tribunal d'Appel de Gênes. Sans attendre davantage, l'ultime décision judiciaire, la population antifasciste de Carrare s'est entièrement solidarisée avec notre camarade condamné, comme le prouve la proclamation du « Conseil Fédéral de la Résistance » qui réclame la mise hors-la-loi du M.S.I.

A REBROUSSE POIL — par P.-V. BERTHIER

LE DOIGT DE DIEU

Sans doute avez-vous lu, dans Le Canard Enchaîné *du 10 avril 1963, l'article de Morvan Lebesque en réponse à celui d'un journaliste d'*Ouest-France, *le bien nommé Pierre Moine, qui, rappelant le naufrage du* Saint-Philibert, *survenu le 14 juin 1931, déclare y voir « le doigt de Dieu ». Près de cinq cents personnes périrent dans cette catastrophe ,parmi lesquelles « des dockers syndicalistes ouvertement anticléricaux ».*

Le polémiste du Canard *a précisément, à l'époque, fait le reportage de ce grave accident maritime, ce qui lui permet de dénoncer bon nombre d'erreurs dans les propos de M. Moine. D'après celui-ci, il n'y aurait eu que trois survivants : deux enfants de Marie et un jeune homme « à qui sa pieuse maman avait accroché à son cou (sic) une médaille de sainte Thérèse ». Preuve qu'il s'agissait bien là d'une punition infligée par le ciel aux seuls libres penseurs assez impies pour s'être allés promener à Noirmoutier un jour de Fête-Dieu, au lieu d'accomplir leurs devoirs religieux. Or, Morvan Lebesque lui fait remarquer que le naufrage a eu lieu pendant le voyage de retour, et qu'une cinquantaine de passagers, tant athées que croyants, étaient restés dans l'île ; il ajoute qu'en plus de ces cinquante-là, non embarqués, il y eut non pas trois mais huit rescapés, « dont un voisin de mes parents, ouvrier et athée, qui me fit le récit du drame, que je publiai ». Enfin, il couronne le tout de ce détail affreux :*

« Au cours de l'enquête, un hydravion de la marine survola le lieu du naufrage. J'interviewai le pilote et le trouvai livide : sur la mer, à l'endroit de l'épave, plus de vingt voitures d'enfants surnageaient... »

Le doigt du Dieu de M. Moine est surpris à se livrer à de drôles de turpitudes. Car noyer des débardeurs athées, ce n'est pas joli, joli, mais des enfants, monsieur, y pensez-vous ? Quelles représailles avaient-ils bien pu mériter ?

Un peu plus loin, Morvan Lebesque écrit : « Admettons que le naufrage du Saint-Philibert *fut un miracle, une preuve ! Alors, nous examinerons cette preuve. La semaine dernière, dans je ne sais quelle église de village, une statue de la Sainte Vierge s'est détachée du mur et a fracassé le crâne d'un dévot en prière. Voir en cet accident une preuve a contrario me paraîtrait ridicule. »*

Si Lebesque avait retardé d'une semaine la rédaction de son article, l'actualité lui aurait fourni un exemple, beaucoup plus redoutable, hélas ! Car ce même 10 avril, date à laquelle paraissait sa réponse à M. Moine, se propageait dans le monde entier la nouvelle de la tragédie de Petra.

On connaît les faits : près de cette ville de Jordanie, dans un étroit défilé, des Françaises en pèlerinage et le prêtre qui les conduisait, l'abbé Steinmann, avaient été surpris par la crue soudaine d'un torrent, et vingt-trois personnes avaient été noyées, dont le prêtre lui-même. Il n'y eut que deux rescapées, qui eurent la chance de pouvoir trouver assez rapidement un refuge contre la foudroyante inondation.

*Que le Dieu de M. Moine nous préserve de la tentation de tirer, à l'instar de celui-ci, une leçon d'une telle catastrophe ! S'il s'agissait de dockers anticléricaux, sans doute le collaborateur d'*Ouest-France *y verrait-il le doigt du Tout-Puissant. Comme il s'agit de dévotes effectuant une excursion en terre sainte, nous pourrions, n'est-ce pas ? ironiser. Demander pourquoi le Très-Haut s'en est pris cette fois à des brebis de son troupeau, et pour quelle raison il fait subir le même sort à ses ouailles les plus fidèles qu'à des syndicalistes ayant abjuré toute foi, ce qui n'encourage guère à être de ses amis. Et surtout poser cette question : la terre sainte des catholiques, où s'est produite la catastrophe de Petra, étant aujourd'hui, en fait, terre musulmane, terre infidèle, d'où vient que le Dieu des chrétiens, le Dieu de M. Moine, y laisse traiter ainsi ses plus pieuses créatures venues pour y retrouver les traces de Jésus son fils, et cela en présence du Dieu mahométan, alors qu'il l'avait belle pour faire à la face d'Allah un éclatant miracle en sauvant providentiellement toutes ces personnes innocentes, non loin des lieux où il permit jadis que fussent ressuscités Lazare, et Jésus lui-même, selon l'Ecriture ?*

Et naturellement nous pourrions évoquer les difficultés que l'abbé Steinmann connut au sein de l'Eglise, qui interdit certains de ses livres suspects de sentir le fagot, et poser cette perfide question : « Le doigt de Dieu est-il venu au secours de l'index du Saint-Office en punissant un prêtre fourvoyé et, par la même occasion, celles qu'il avait entraînées in partibus infidelium ? » Nous ne ferions rien d'autre que ce qu'a fait le journaliste asticoté par Morvan Lebesque. Celui-ci écrit :

« Sous quels traits se montre-t-il, ce Dieu ? M. Moine vient de nous le dire. Sous les traits d'un Maître quinteux et méchant (...) qui se divertit à faire chavirer un pauvre vapeur fleuri des dimanches, et de rire, ha ! ha ! à la tête que font les mécréants, leurs femmes et leurs gosses, dans la baignoire. »

Eh bien ! nous laisserons le Dieu de M. Moine rire, ha ! ha! de ses farces ineptes et sordides, et nous laisserons les pareils de M. Moine s'en réjouir, fût-ce trente ans après, ou en tirer, d'irrecevables et sacrilèges enseignements. Pour nous, une catastrophe reste une catastrophe, et si elle ensevelit, comme à Petra, un pauvre curé et vingt-deux malheureuses bigotes, nous ne ressentons ,tout mécréants que nous sommes, aucune envie de rire, ha ! ha ! ni aucune inclination à en faire un sujet de preuve pour ou contre le courroux divin, pour ou contre le discernement de la Providence en matière de justice et de châtiment.

D'ALDERMASTON A LONDRES

Les anarchistes anglais à la pointe de la lutte

Les va-t-en guerre en trépignent de rage : des énergumènes pacifistes ont osé galvauder des secrets d'Etat. Et s'il vous plaît pas les plans du fil à couper les chenilles de char, ni ceux de l'avion à carbure. Tout bonnement, dessins et description complète à l'appui, la localisation des terriers où les huiles britanniques comptent planquer leurs os et leur peau quand quelque chef d'Etat particulièrement doué déclenchera un feu d'artifice thermo-nucléaire (H comme Holocauste).

Oui, nous en sommes là. Pendant une dizaine d'années les intellectuels de choc des divers ministères des armées se fatiguaient à convaincre les mécréants que l'U.R.S.S., les U.S.A. et la Grande Bretagne gaspillaient des centaines de milliards simplement par bonté d'âme envers leurs patrons qui devenaient neurasthéniques. Une jolie bombe dans chaque poche et ils pourraient jouer à « Hou ! fais-moi peur » au coin des bois. On assurait que ça leur remonterait le moral. Les plus poètes parmi ces intellectuels paisibles et consciencieux ont même inventé une expression particulièrement délicate pour dépeindre la situation internationale : l'équilibre de la terreur.

Et tandis que les bonnes gens laissaient s'endormir leurs frayeurs, ces messieurs faisaient benoîtement creuser des p'tits trous, des p'tits trous, encore des p'tits trous. Ce n'est pas qu'ils aient tellement de cervelle, mais on a eu le malheur de leur construire des calculatrices électroniques et ces bavardes leur ont indiqué que les premières vingt-quatre heures d'un conflit atomique étendraient pour le compte plusieurs centaines de millions de poires bipèdes. L'instinct de conservation aidant, ils ont estimé qu'il valait mieux se terrer vivants qu'êtres enterrés morts. Et comme ils en extorquent les moyens, depuis belle lurette, aux poires bipèdes : à eux les p'tits trous, les p'tits trous, les p'tits trous.

Pas étonnant qu'ils gueulent comme des écorchés quand on vient leur dire : « Fini la rigolade ! La casserole pour personne ou pour tout le monde ! » Bien entendu les manifestants de la marche d'Aldermaston ne la veulent pour personne, mais ils sont trop bons avec les gens qui nous gouvernent : pourquoi pas la casserole pour eux tout seuls ? Après tout, ça ne serait pas tellement mauvais la destruction massive des futurs assassins de l'humanité.

***

Pour la sixième fois depuis 1958 les organisations britanniques militant pour le désarmement nucléaire, organisaient la marche d'Aldermaston (1) à Londres (environ 90 km) : C.N.D. (Campaign for Nuclear Disarmement) et Comité des Cent.

Dès sa formation, le C.N.D. a tenu à limiter ses activités à des pressions légales sur le pouvoir. C'est pour cette raison que rapidement les membres les plus conscients de la duplicité des gouvernants, dont Bertrand Russell et nos camarades anarchistes britanniques, s'en séparèrent et fondèrent le Comité des Cent qui refuse de se cantonner dans les actions légales et préconise la désobéissance civique.

Et cette année le C. D. D. a été heureusement débordé, la désobéissance civique a été poussée jusqu'à la divulgation de secrets militaires. Les hommes d'Etat ayant pris conscience d'une part qu'une guerre atomique n'était pas inévitable, terreur ou pas terreur, le pseudo-équilibre risquant de se rompre à chaque instant, d'autre part qu'ils couraient alors de gros risques, ont décidé de s'enterrer au moment dangereux. Rien de moins. Le bon peuple aura droit à la poêle à frire et les gouvernants continueront leurs divagations à l'abri de plusieurs mètres de terre et de béton.

Evidemment ils n'aiment pas qu'on le sache, ça pourrait détruire la réputation qu'ils aiment se faire d'hommes intègres usant leur santé au service de la collectivité. Ces saintes nitouches souhaitent un enterrement au Panthéon... le plus tard possible.

***

Les députés travaillistes « de gauche » appartenant au C.N.D. ont désapprouvé cette forme d'action directe de partisans du désarmement nucléaire unilatéral. Et de notre côté de la Manche, J.J.S.S. soi-même s'est offusqué qu'on se torche avec des papiers « Top secret » . Pensez donc, « l'intelligence française est encore bien vivante » et donc ne croit pas à l'efficacité du désarmement unilatéral : si qu'on avait pas de bombache, peut-être que Rainier de Monaco nous envahirait.

J.J.S.S., de la future nouvelle classe dirigeante, posant des jalons pour la conquête du pouvoir, ne souhaite pas que ses ouailles apprennent à désobéir à l'Etat. Quand on sait le faire, habituellement, on ne désapprend pas. Et puis J.J.S.S. brille bien haut au firmament de l'intelligence française. L'année dernière, au cours de sa campagne électorale, il a découvert ce que les personnes sensées savent depuis qu'on pratique le suffrage universel : que dans le contexte social actuel c'est un jeu qui consiste à attraper des mouches et qu'on n'attrape pas des mouches avec du vinaigre. Monsieur Express ou le naïf sur la piste d'un fromage.

***

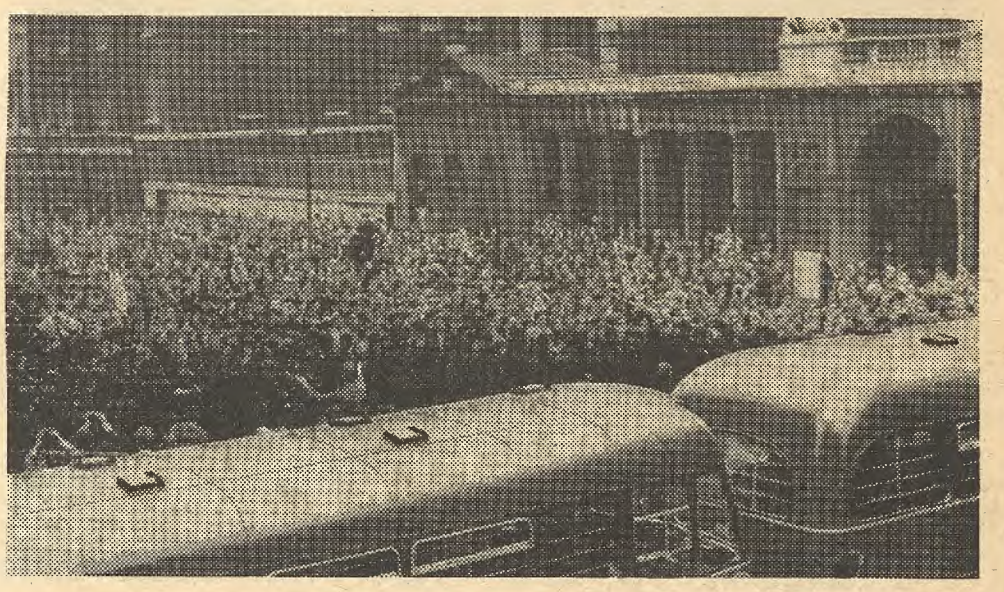
La Grande Zora aussi tient à son gros pétard. Parce que ça fait bien, ça pose un jules. En dévenant gâteux les saint-cyriens se laissent attirer par la facilité du snobisme. Et ce pauvre Kennedy pourrait avoir besoin d'un coup de main. Il en possède actuellement plusieurs centaines en réserve, des A et des H, mais la fabrication de série c'est pas sérieux : voyez leurs « liberty-ships » qui se cassaient en deux au milieu de l'océan, leurs sous-marins atomiques qui ont la vocation de ne pas faire surface. La notre de bombe H portera le label « qualité France », du cousu main façon artisanale. Cochon qui s'en dédit, nous l'avons télévu et radio-entendu !

L'histoire récente nous a appris que la Grande Zora tient fortement à sa peau, comme tous les séniles. On peut en déduire qu'en France aussi à l'heure actuelle on creuse des p'tits trous, des p'tits trous, encore des p'tits trous pour assurer la survie du Vieux et de ses valets. Il s'agit de savoir si les millions de péquenots qui n'appartiennent pas à la cohorte des élus vont accepter qu'on les destine froidement à la mort.

Les militants anglais nous ont donné un exemple qu'il serait excellent de suivre. Où sont-ils donc ces p'tits trous bien français ? Prière aux bonnes volontés de ne pas s'abstenir.

(1) *Centre de recherches sur la bombe atomique.*

Marc PEHER



LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE AU JAPON

Le 6 août 1945, le Japon vaincu, à bout de force, est choisi comme terrain d'expérience par un ramassis d'assassins paranoïaques. 200.000 morts, 80.000 blessés en neuf secondes. « Une ville entière soulevée de terre et retombant en cendres. Des peaux humaines, flottantes, survivantes encore dans la fraîcheur de leur souffrance... »

En 1946, les hommes d'Etat japonais édictaient une « Constitution pour la Paix » et prenaient l'engagement de renoncer à la guerre ainsi qu'à la menace et à l'usage de la force comme moyens de règlement des différents internationaux. Le droit de belligérance du Japon n'était par reconnu. Hélas, tout un chacun sait fort bien que les constitutions sont faites pour être violées, en général par ceux qui les ont édictées. Le Japon renonçait à la guerre, mais cela n'enlevait rien au droit de légitime défense. Et c'est en vertu de ce droit que furent maintenues les forces armées. L'effectif de la police nationale passa de 75.000 « hommes » en 1950 à 270.000 en 1960. 10 % du budget national fut consacré à la mise sur pied d'une nouvelle armée. Le nombre de jeunes gens volontaires pour effectuer un service militaire devenant chaque jour de plus en plus réduit, le gouvernement japonais prépare une révision de la « Constitution de la Paix » afin de rétablir la conscription. Tout ceci, ajouté à l'échec désespérant de la campagne contre le pacte Americano-Japonais de sécurité dû à l'opportunisme et à la trahison des syndicats et des partis de gauche, à contribué au développement d'un jeune mouvement révolutionnaire qui s'étend peu à peu dans tout le pays.

Dans le Japon d'après-guerre, la direction des « mouvements révolutionnaires » a été entre les mains soit du parti communiste, soit du parti socialiste. Le premier est un groupe de staliniens ; le second un valet de la social-démocratie. En fait, ces prétendus mouvements révolutionnaires furent longtemps sous la tutelle de Mac Arthur et des alliés. Ils n'avaient rien de ces mouvements indépendants qui se définissent eux-mêmes, nés spontanément de la masse et du peuple. Les partis de gauche, s'identifiant aux leaders des syndicats, s'étendirent rapidement : ils avaient prises sur la moitié de la population japonaise à l'heure où ils n'avaient pas encore été capables de se débarrasser de l'habitude d'obéir aveuglément au pouvoir établi ou de confier par procuration carte blanche à leurs représentants.

Le peuple japonais a perdu ses illusions : les partis de gauche ne sont pas l'avant-garde du mouvement revolutionnaire et les centrales syndicales créées en toute hâte et lancées comme des bombes dans le désarroi de l'après-guerre subissent à leur tour des critiques sévères mais justifiées. En fait, les quatre grandes associations ouvrières japonaises interviennent fréquemment dans les luttes politiques, mais sont impuissantes à résoudre les problèmes économiques. Il est vrai qu'il est difficile d'imposer une autorité syndicale dans un climat paternaliste et dans un pays à la main d'œuvre abondante, où l'ouvrier appartient à un syndicat « maison » et non pas à un syndicat national regroupant tous ceux de sa profession. Les Centrales professionnelles nationales ne sont que des fédérations de syndicats d'entreprise sans aucun pouvoir effectif. L'échec du syndicalisme dans les luttes économiques a contribué à cristalliser son action dans la lutte politique et principalement dans le soutien du parti de gauche le plus important du Japon : le parti socialiste (qui ne compte pourtant que 50.000 membres).

Les quatres associations ouvrières japonaises sont les suivantes :

1° *SOHYO* (Conseil Général des Associations ouvrières japonaises organisé en 1950 ; 4.200.000 membres) reste neutre entre la F.S.M. et la C.I.S.L. et regroupe les associations ouvrières de la fonction publique et de l'industrie. Actuellement l'équipe dirigeante appartient au parti socialiste japonais.

2° ZENRO (Congrès des Associations ouvrières japonaises, organisé en 1954 ; 1.500.000 membres) est rattaché à la C.I.S.L. Plusieurs de ses dirigeants sont membres du Parti social-démocrate. En avril 1962, ZENRO se ligua avec deux autres formations et forma DOMEI-KAIGI (Conférence de la Fédération des Associations ouvrières japonaises), organisme de liaison dont le but est de résoudre les problèmes communs.

3° *CHURITSU-ROREN* (Conférence de liaison des syndicats neutres ; 800.000 membres) fait fréquemment front commun avec SOHYO.

4° *SHIN-SANBETSU* (Fédération nationale des organisations industrielles ; 40.000 membres) n'a pratiquement aucune influence.

Toutes ces associations ont un point commun : sous prétexte de promouvoir le bien-être des travailleurs, elles prennent des mesures favorisant l'accumulation du capital et participent ainsi à l'accroissement de la puissance déjà considérable des Monopoles.

Ces multiples raisons ont encouragé les promoteurs actifs de la véritable cause révolutionnaire et ils ont déjà commencé leur travail non seulement à l'intérieur des syndicats mais aussi dans les diverses associations en formation. Ils veulent créer des organisations populaires, indépendantes, confiantes et fondamentalement révolutionnaires. Ils entendent stimuler le potentiel d'énergie et de révolte de ceux qui se sont endormis jusqu'ici. Il y a en eux une poussée énergétique qui se développera et préparera la révolution à venir.

Gérard SCHAAFS

Grève générale pour la paix

Nous venons de recevoir de nos camarades pacifistes de New-York des proclamations actuellement distribuées aux Etats-Unis faisant appel à tous les hommes désirant vivre fraternellement en paix.

Dans ces proclamations, le « Comité New-Yorkais pour la Grève Générale pour la Paix » demande à toutes les personnes touchées par les tracts de prendre l'engagement « d'arrêter de travailler, et de refuser d'acheter autre chose que ce qui est nécessaire » en cas de crise internationale grave, de laquelle pourrait naître une guerre mondiale. Ce même Comité lance d'autre part un appel à la Grève Générale pour la journée du 8 Mai, appuyant ainsi celle décidée par trois millions de travailleurs belges.

Nous ne pouvons qu'approuver l'action de nos camarades non-violents américains, et favoriser la constitution de comités pacifistes plus nombreux et plus puissants. Si, quand éclate une crise comme la dernière crise de Cuba, c'est-à-dire quand des millions d'individus sont directement menacés de mort, ces comités sont assez forts et assez répandus pour paralyser l'économie d'un pays, les chances de garantir la Paix et la Vie seront réellement sérieuses, et la fraternité entre les peuples aggrandie.

Gil DAUBIER
Groupe Jules Vallès

EUGENE HUMBERT

DU PROBL

Naissance du néo-malthusianisme en France

par Jeanne HUMBERT

C'est à la fin du siècle dernier que par les soins d'un homme de premier plan, Paul Robin, élève des grandes écoles, puis professeur et enfin directeur de l'Orphelinat Prévost à Cempuis, de 1880 à 1894 (date de sa révocation à la demande de Georges Leygues) que furent présentés aux Français les principes mêmes de ce que l'on devait appeler par la suite le néo-malthusianisme.

Voilà dans quels termes Paul Robin s'adresse au public dans le premier numéro de sa revue, « Régénération » : « Depuis longtemps persuadé que les naissances en trop grande quantité et généralement de qualité médiocre, par la faute du hasard et de l'irréflexion dans lesquels elles se produisent, sont le principal fléau de la race humaine dans tous les temps et dans tous les lieux; que la restriction volontaire de leur nombre est l'indispensable chapitre du salut de l'humanité, j'ai voulu profiter immédiatement des loisirs tant soit peu prématurés que me fit en 1894 un jeune dégénéré puissant, un ministre faussaire au service des réactions cléricales et opportunistes, pour travailler à la diffusion de cette vérité méconnue de la masse et combattue avec démence par l'hypocrisie officielle. »

Aidé dans son travail par son gendre Gabriel Giroud (G. Hardy) et par quelques militants convaincus, et surtout par Eugène Humbert, qui donna le souffle qui manquait à ce mouvement à peine éclos, la campagne lancée fut accueillie diversement et eut un grand retentissement, non sans rencontrer quelques difficultés. Paul Robin s'en plaignait. « Je voudrais arriver, écrivait-il à Vandervelde, chef du Parti socialiste belge, à vous convaincre que la propagande dont je vais laisser le souci à de plus jeunes, a une importance au moins **suffisante** pour ne pas être boycottée strictement par la presse avancée. **Certainement** nous ferons, ou plutôt mes successeurs feront leur trou. Il serait fâcheux pour l'histoire du socialisme officiel que ce soit malgré lui. C'est déjà assez que, jusqu'ici, nos succès au moins passables aient été obtenus sans lui. »

Relié à la « Fédération Universelle de la Ligue de la Régénération humaine », qui avait des sections dans le monde entier : Angleterre, Allemagne, Hollande, Belgique, Etats-Unis, Italie, Japon, etc., le mouvement fut bientôt connu dans tous les coins de France grâce aux publications théoriques et pratiques largement diffusées, aux conférences et à tous les moyens susceptibles de faire pénétrer l'idée nouvelle. Les attaques, les commentaires malveillants et les dénonciations des ennemis contribuaient aussi à faire connaître ce qui les irritait si fort.

On sait que c'est Malthus, économiste anglais, auteur de l'« Essai sur le principe de population », qui établit la fameuse loi sur la population et les subsistances. De ses longs et nombreux voyages, de ses études et de ses travaux, Malthus avait tiré cette loi de peuplement des espèces qui fournit plus tard à Darwin les éléments primordiaux qui lui permirent d'asseoir sa théorie sur l'« Origine des espèces ». Mort en 1834, les prophéties de Malthus devaient se vérifier depuis lors jusqu'à nos jours et les malthusiens du monde entier firent leurs les vérités mises en lumière par l'Anglais, et adoptèrent les principes biologiques qui s'opposaient aux routines admises jusque-là. Paul Robin ne reprochait qu'une chose à Malthus : son puritanisme étroit, éthique rigoriste qui n'admettait la limitation des naissances que par le « moral restraint », soit la chasteté dans le mariage après avoir conçu le nombre d'enfants raisonnablement voulus, et aussi le mariage tardif. Alors que Paul Robin conseillait aux couples que « sans se priver d'amour, la science mettait à leur disposition des procédés pour les préserver des pièges de grossesses non désirées. » Il aimait opposer à la sottise malveillante et grossière, à la légende bébête, la véridicité documentaire et le faisait avec une franchise totale.

Le « malthusianisme » fut ainsi transformé en « néo-malthusianisme ».

***

Quand malade et vieilli il cessa toute activité, Eugène Humbert créa un nouveau périodique « Génération consciente » et continua avec enthousiasme et conviction l'œuvre commencée quelques années plus tôt. On était en 1908 et l'on peut dire que, de 1908 à 1914, ce fut la grande époque du néo-malthusianisme. Eugène Humbert réunit une pléiade de collaborateurs très informés : Nelly Roussel, Fernand Kolney, Eugène Lericolais, Manuel Devaldès, G. Hardy, P. Vigné-d'Octon, Yves Guyot, Sébastien Faure, Docteur Meslier, Alfred Naquet, Albert Lecomte, Edouard Ganche, Marie Huot, Dr Klotz-Forest, Albert Lantoine, Jean Marestan, P. N. Roinard, Georges Yvetot, Albert Wilm, René Emery, etc.

Mais les réactionnaires, à la tête desquels le sénateur Bérenger — qui ne cessait d'envoyer dénonciation sur dénonciation au Parquet contre Eugène Humbert et obtint des poursuites — (poursuites illégalement motivées pour « atteinte à la licence des mœurs », ce qui déchaîna dans les milieux sociaux et littéraires une montée violente de protestations), ne désarmaient pas. Des écrivains éminents, des journalistes, des sociologues envoyèrent à « Génération Consciente » leurs messages de sympathie et de solidarité morale. Voici quelques noms pris parmi ceux qui les premiers s'élevèrent contre les poursuites et les condamnations dont fut victime Eugène Humbert : Henry Bauër, Emile Zavie, Séverine, Laurent Tailhade, Georges Montorgueil, Salomon Reinach, A. Laisant, José Théry, Dr Auguste Forel, Urbain Gohier, etc.

***

Des congrès internationaux avaient lieu tous les ans, à Londres, à La Haye, à New York, au Japon, en Suisse où partout étaient débattus les problèmes issus de la grande question démographique. Des comptes rendus de ces travaux étaient donnés dans la presse amie qui, peu à peu, adhérait aux anticipations des néo-malthusiens. Je citerai **Le Libertaire, L'En-Dehors** d'E. Armand, devenu **L'Unique, L'Œuvre** où sous la plume de La Fouchardière de nombreux articles ont été consacrés à la défense de la liberté de la procréation (expression devenue tabou et remplacée par d'affreux anglicismes), **Le Canard enchaîné, Le Merle Blanc**, des journaux syndicalistes et des périodiques provinciaux.

Puis, ce fut la guerre ! La première, celle de 14. On sait que la guerre tue tout; notre mouvement ne fut pas épargné. Des numéros de « Génération Consciente » ayant, paraît-il, circulé dans les tranchées, le gouvernement militaire de Paris en prit prétexte pour ordonner une descente dans nos locaux où furent raflés des milliers d'exemplaires de nos éditions, livres et brochures traitant de la doctrine et de son application pratique. Nous fûmes ruinés.

Quand la paix revint, un projet de loi qui dormait depuis longtemps dans les dossiers du parlement, fut exhumé et un matin où les députés étaient peu nombreux, la Chambre bleu-horizon vota la loi inique que l'on sait, malgré les quelques protestations qui se firent entendre et auxquelles il fut répondu : « votons là toujours, on la discutera après ! ». C'était le mauvais coup du petit matin !

Contraints au silence, les néo-malthusiens ne s'avouèrent pas vaincus pour autant. Et après des procès que je ne rappellerai pas ici **où le peu de place m'oblige déjà** un bref résumé d'un historique qui souffrirait de plus amples développements, Eugène Humbert fit paraître « La Grande Reforme » qui de 1931 à la deuxième guerre, en 1939, totalisa cent numéros et où nous défendions quand même malgré les sévérités de Thémis la grande idée de libération humaine. J'ai repris, après la mort de mon cher compagnon, la publication de « La Grande Reforme », de mai 1946 à 1949, jusqu'à épuisement de mes ressources. Mais j'ai relaté dans un ouvrage consacré à Eugène Humbert et au mouvement néo-malthusien tout ce qui m'est m

(Suite page 8

UNE VILLE DE 90.000

C'était le 23 Avril 1957 que « France-Soir » faisait paraître cette information dans une étude sur la famine dans le monde.

Le Président de la République ne doit pas lire ce genre d'articles, lui, qui souhaite voir le nombre des habitants de notre pays passer de 45 à 100 millions.

Cela ne nous étonne pas dans la bouche d'un général, qui pense, ce disant, au nombre de soldats que cela représente et ne nous surprend pas davantage de la part d'un Chef d'Etat qui songe au montant des contributions qu'il percevrait.

Il est toutefois amusant qu'un de Gaulle nous laisse entendre que plus nous serons nombreux plus nous serons heureux, quand, pour mener la destinée de la nation, il pense qu'il doit être seul. Pourquoi n'y a-t-il pas réciprocité, en toute logique ? Mais sa logique à lui n'est pas la nôtre et le bonheur du peuple ne prévaut pas sur sa vanité d'en être le chef suprême.

D'après les statistiques, depuis 8.000 ans la terre est passée de 30 millions à 2 milliards d'habitants. Combien les théories de Malthus s'avèrent exactes, à savoir : que la progression de la population se fait par ordre géométrique et non arithmétique... ! De deux milliards en 1920, l'on prévoit quatre milliards en 1980 et près de sept milliards en l'an 2.000.

Il est vrai que les superbombes sont capables de mettre un frein brusque à cette progression. Sinon où les terriens se logeront-ils ?

SURPOPULATION FACTEUR DE PAUVRETE

4.000 personnes DE PLUS PAR HEUR naissent dans le monde.

Certaines théories (1) tendent à laiss croire que les hommes produisent pl qu'ils ne consomment, plus leur nom bre sera grand, plus nous serons riche A quoi servirait donc cette surprodu tion si nous n'étions capables de la co sommer ? Ces théories tombent d'elle mêmes dans le ridicule quand on sa que dans les pays à population très de se comme l'Inde et le Japon, les hab tants ne se nourrissent point suffisam ment et qu'un grand nombre meure de faim. Au nom d'une pareille théori qui accepterait de vivre avec cent d ses concitoyens sur une île de 1.000 m tres carrés ? Et quelle abondance co naîtrait une pareille communauté ?

D'ailleurs, il suffit de voir autour soi et de constater que les familles q possèdent de grosses fortunes ont p d'enfants pour diviser le moins poss ble leurs biens et conserver leur pat moine. Ce qui est une réalité dans le d maine de la famille cesse-t-il de l'ê sur le plan national ou à l'échelle te restre ?

L'homme tirant sa nourriture du gl be et celui-ci n'étant pas extensible existe en conséquence une limite de co sommation, et nous voyons qu'elle été dépassée en bien des points puisq dans l'ensemble, les deux tiers de l'hu manité sont sous-alimentés.

D'aucuns qui pensent également que nombre de valeurs et de génies s'élève ra en rapport de la population, so

ÈME DEMOGRAPHIQUE

AU-DELA DU « PLANNING FAMILIAL »

On fait grand bruit depuis quelque temps, dans certaines revues scientifiques, politiques, voire religieuses, du « Birth Control » ou, pour employer l'expression « française »... du « planning familial ».

En définitive, ce principe qu'on discute maintenant chez nous, avec plus ou moins d'intérêt, dans toutes les classes de la société, est adopté depuis longtemps déjà en Amérique, au Japon, en Suisse et, principalement, dans les pays scandinaves, où le standing de vie et le bien-être de chacun, ne font plus de doute pour personne.

Mais alors, comment se fait-il que chez nous, pays de grands hommes comme Rabelais, Descartes, Voltaire, J. J. Rousseau, etc., qui ont, par leurs œuvres, fait admettre au reste du monde que nous étions le peuple le plus libre, et aussi le plus spirituel de la terre... ! Comment donc se fait-il que nous en soyons encore à nous instruire du problème démographique qui bouleverse notre planète devenue trop petite pour nourrir tous les individus qui la composent. Et cela au moment même où l'on parle d'envoyer bientôt des hommes explorer la lune... ! C'est ahurissant.

Pourtant, bien avant la guerre de 14-18, des hommes, épris de justice et d'humanité, se référant aux idées de Malthus, furent les créateurs du mouvement « néo-malthusien », qui fut le seul à cette époque, à lutter pour l'affranchissement sexuel et intégral de la femme.

Mais vint la première guerre mondiale avec ses millions de morts, son cortège de misères et de deuils, et, comme il faut toujours combler les pertes de vies humaines, afin de préparer la suivante, le parlement ne trouva rien de mieux que de voter la fameuse loi du 30 juillet 1920, interdisant la vente des produits anticonceptionnels et punissant quiconque tenterait par n'importe quel moyen d'interrompre une grossesse non désirée. Ce fut un rude coup porté à l'effort de nos valeureux camarades, qui eurent bien souvent, maille à partir avec la police.

Puis, les fils des anciens combattants eurent droit à leur tour, en 1939, d'aller se battre pour défendre la mère-patrie.

Après la fin du carnage (72 millions de morts en tout), une certaine Marthe Richard, décorée pour avoir, avec son sexe, rendu de grands services à son pays pendant la guerre 14-18, fut chargée par le gouvernement de s'occuper à juste titre, du relèvement moral — et numérique surtout — de la famille française, un peu mal en point, il faut le dire, avec le marché noir et les combines plus ou moins propres qu'il fallait faire pour manger à sa faim. Elle s'en tira fort bien cette brave dame, si bien même que les candidates aux prix Cognacq se comptèrent bientôt par milliers. On n'avait jamais vu ça. D'où, augmentation des allocations familiales, primes à la natalité, etc. Je vous ferai grâce des effets désastreux de cette politique, dans un pays où la reconstruction démarrait à grand peine et où le lapinisme connaissait un développement jamais atteint à ce jour. Que penseriez-vous d'oiseaux qui pondraient leurs œufs n'importe où, les couveraient et songeraient seulement à faire leur nid après la naissance de leurs petits ! Ce sont des oiseaux sans cervelle, me diriez-vous ; et je vous répondrais que c'est à peu de choses près ce que sont les Français ; cela n'a rien de réconfortant pour l'avenir, je vous l'assure.

Malgré tout, un groupe de gens bien avertis de cet état de choses (je veux parler des médecins), quelque peu émus par la tournure des événements que peut prendre la surnatalité dans un pays où la crise du logement est encore loin d'être résolue, prirent la décision d'unir leurs efforts afin de faire admettre chez nous le principe du contrôle des naissances.

La doctoresse Lagroua Weil-Hallé, particulièrement, écrivit voici trois ou quatre années, un livre très intéressant intitulé : « La grande peur d'aimer ». C'était, en somme, un recueil impressionnant d'histoires lamentables et tragiques, mais vraies, de femmes mariées, ou non, victimes inconscientes de l'égoïsme des hommes, mais victimes surtout d'une société inhumaine qui a toujours considéré la femme comme un être inférieur en lui déniant le droit de s'affranchir des préjugés sexuels qui l'enchaînent au passé.

Ce livre connut une certaine vogue à l'époque, ce qui encouragea l'auteur à poursuivre sa campagne pour qu'enfin le planning familial soit reconnu d'utilité publique par le gouvernement ; mais il faut admettre que nos dirigeants sont restés sourds aux appels lancés par ce groupe de courageux médecins.

Le dernier livre écrit par Mme Lagroua Weil-Hallé, différent de celui indiqué plus haut, a pour but essentiel d'introduire auprès de ses confrères, les notions d'orthogénisme, qu'ils n'ont pas apprises dans les facultés, et qui sont mal connues en France, tant des populations que des médecins eux-mêmes ; je cite là les paroles de l'auteur dans l'introduction de son récent ouvrage : « La contraception orale et locale ».

Elle nous fait part notamment, dans la première partie de son livre, des travaux du docteur Pinçus en Amérique, de ses expériences préliminaires sur les animaux et, enfin, sur la femme. Puis, elle nous parle aussi des différentes pilules contraceptives utilisées par les femmes américaines pour prévenir toute grossesse ; il paraît que, dans l'ensemble, les résultas sont concluants... si l'on suit soigneusement les prescriptions du médecin... !

Pour la France (et c'est ce qui nous concerne) les méthodes contraceptives utilisées (faisant suite à l'expérimentation d'orthogénisme sur 2.011 femmes pendant trois années consécutives), consistent pour celles-ci à se protéger localement, soit par un diaphragme, soit par une cape cervicale, enduite préalablement d'un produit chimique spermicide. Il serait fastidieux et trop long de vous expliquer ici le processus et l'entraînement que demande l'emploi de ces préservatifs féminins et leur efficacité ; je conseillerai alors la lecture de cet ouvrage à ceux que cela intéresse.

Néanmoins, il faut bien le dire, ce sont encore les classes aisées qui peuvent bénéficier de ces récentes expériences, pour la bonne raison qu'il faut avoir le temps et l'argent pour se permettre de connaître et d'acquérir ces moyens contraceptifs proposés par le planning familial et tolérés par la loi.

Or, les anarchistes, tout en approuvant les efforts de Mme Lagroua Weil-Hallé en faveur du « birth-control », constatent que celui-ci n'apporte pas de solution définitive au problème sexuel et démographique qui menace la paix du monde.

Au contrôle des naissances, nous opposons la liberté des naissances, et pour cela nous réclamons : en premier lieu, à partir de l'école, l'éducation sexuelle rationnelle au même titre que l'Histoire et la Géographie ; ce qui permettrait au moins aux adolescents des deux sexes de mieux se comprendre, de se débarrasser de certains complexes qu'une éducation faussée au départ, en vertu d'on ne sait quelle morale conventionnelle, pousse invariablement vers le vice et ses funestes conséquences. Ils pourraient alors, en devenant adultes, comprendre plus facilement, d'une façon saine et objective, le problème le plus grave, sinon les plus délicat, dont dépendra leur avenir, et aussi celui de l'espèce.

Ce que nous exigeons surtout, c'est l'abrogation de la loi scélérate du 31 juillet 1920 (condamnant la propagande par la parole et par l'écrit des moyens anticonceptionnels), la liberté sans conditions pour la femme d'enfanter ou non selon sa volonté, le droit à l'avortement légal lorsque les moyens préventifs ont échoué.

Et c'est à ce stade, face à la marée humaine qui compromet un peu plus chaque jour l'équilibre biologique de la nature, qu'il devient urgent, pour ne pas dire imminent, d'envisager des mesures autres que le contrôle des naissances. Il faut que chaque humain prenne pleinement conscience de l'acte par lequel il se reproduit ; acte autoritaire, s'il en est un, vis-à-vis d'un être qui n'a pas demandé à venir au monde.

Or sur le plan individuel, peu de gens se sont posé la question et ont agi humainement en limitant leur progéniture à leurs possibilités d'existence.

Mais sur le plan mondial, combien ont pensé, en procréant plus ou moins inconsciemment, aux malheurs qu'ils allaient faire peser sur une terre où la place et la nourriture font défaut à des millions d'humains.

C'est là, et pas ailleurs, sur le plan mondial, que se pose dans toute son acuité le problème de survie de l'humanité entière.

Il faut donc, sans plus tarder, éduquer le masses en les initiant au problème de la surpopulation, qui menace leurs vies et celles de leurs enfants à brève échéance, si des mesures énergiques ne sont pas prises dès maintenant

Sait-on qu'en France les statistiques avouent une moyenne de 800.000 avortements par an... ! faits les trois quarts du temps dans des conditions d'insécurité et d'absence totale d'hygiène.

Peut-on alors se demander ce qui pousse ces malheureuses à encourir les risques que cela comporte pour elles, en se prêtant aux manœuvres avortives de personnes bien souvent incompétentes en la matière... C'est, voyez-vous, sciemment ou non, un sentiment de révolte contre un état de choses inhumain autant que monstrueux, qui fait accepter d'aussi graves décisions à une femme. C'est qu'une maternité non désirée peut changer complètement la vie en detruisant un bonheur auquel elle tient.

Mais est-ce pour éprouver notre sensibilité, est-ce par ironie ou simplement par cynisme, qu'on a présenté à la télévision le 19 mars, dans le cadre de la « Campagne contre la faim », des images bouleversantes d'enfants indiens et africains affamés, plus morts que vifs, aux membres squelettiques, au ventre gonflé par l'œdème de la faim, au visage décharné comme celui des vieillards, aux yeux hagards semblant nous juger à travers l'écran (nous qui avons le ventre plein), comme responsables en partie de leur misère ; et j'avais l'impression que c'était vrai.

Oui, en effet, pourquoi tant de milliards gaspillés en pure perte dans le monde, pour la course aux armements atomiques ; pourquoi détruit-on du blé aux U. S. A., du café au Brésil, du vin en France?..., oui, pourquoi ces mesures criminelles, alors que des milliers d'enfants meurent de faim? Ne serait-il pas plus humain d'empêcher au moins la venue au monde de ces malheureux destinés à mourir sur un grabat avant même d'avoir vécu ? Un disciple de Malthus, dont je ne me souviens plus le nom, avait écrit un jour ce qui suit : « *Au banquet de la vie les convives sont rares, en revanche les serviteurs sont légion ; aux premiers les bons morceaux, aux seconds, les restes au prix d'une chaîne et d'un collier.* »

Ces paroles sont toujours d'une brûlante actualité, et plus que jamais nous devons les méditer si nous ne voulons pas nous retrouver un jour au même rang que ces peuples sous-alimentés.

Ainsi, à poursuivre en France cette politique de natalité à outrance, on arrivera, qu'on l'ait voulu ou non, à un système autoritaire de gouvernement, en un mot à la dictature. On chercherait en vain dans le monde un pays libre et heureux, là où les habitants sont en surnombre ; tandis qu'on retrouve dans les pays à faible densité de population (la Suède et la Norvège, par exemple) un bien-être général et un niveau de civilisation plus élevé que partout ailleurs. Qu'on en prenne de la graine, avant qu'il ne soit trop tard, on en a grand besoin.

BRISSON

(Suite page 12)

ETUDE REALISEE PAR LE GROUPE D'ASNIERES, AVEC LE CONCOURS DE JEANNE HUMBERT

BITANTS NAIT PAR JOUR

blent oublier que celui des imbéciles progressera de même.

Les valeurs étant le produit d'une sélection et non d'un nombre, elles ne découlent aucunement d'un accroissement numérique.

Ceci est tellement exact, qu'un cultivateur en vue d'une prochaine récolte, compte beaucoup moins sur le nombre de ses graines que sur la qualité de sa semence.

Afin d'obtenir un meilleur rendement, les plantes d'un potager sont espacées judicieusement pour que chacune puisse se nourrir et se développer au maximum et les fruits mûrir aisément. Ce bien-être du végétal est aussi impérieux pour l'homme au sein de la société. Sa maturité d'intelligence et d'esprit ne s'épanouiront que dans la mesure où il ne sera pas gêné dans son espace, dans ses besoins, dans son bien-être.

Prenons par exemple une assemblée qui a à débattre de diverses questions ; si le nombre de ses composants est trop élevé il n'en sortira rien de valable. Pour arriver à un résultat positif l'on sera amené à former des commissions. Là encore, le trop grand nombre nuit.

Les grandes découvertes, comme les grands travaux scientifiques, littéraires, picturaux, artistiques, etc..., émanent toujours d'individus ou de cénacles, mais jamais d'une foule.

Si la surpopulation n'apporte aucun avantage ni à l'individu, ni à la société, comme nous avons essayé de le démontrer, par contre nous voyons les inconvénients qu'elle présente au point de vue nourriture, logement, enseignement, espace vital, confort, hygiène.

Tout ceci manque à deux personnes sur trois sur terre, et il est plus que temps de cesser de procréer inconsciemment.

Songez à un navire conçu pour transporter mille personnes et qui au moment de prendre le large en recevrait deux mille. On pourrait être assuré qu'il coulerait à pic si, parmi les voyageurs, certains ne basculaient par-dessus bord. La terre est notre navire, et ceux qui meurent de faim sont les naufragés.

Malgré les affirmations des abondancistes nous nous voyons dans la pénible obligation de constater au XXe siècle que les vivres ne suffisent plus au nombre croissant des bouches à nourrir. C'est pourquoi des savants sentant le tragique de la situation se sont penchés sur la fabrication de protéines tirées du pétrole pour pallier le manque d'aliments naturels. Cela n'est pas une solution.

Le problème démographique ne peut être résolu, comme tout autre problème, que par la recherche de la cause. Celle-ci étant la pléthore des naissances, c'est donc en partant de là qu'il faut le résoudre.

S'il existe des moyens pour prévenir ces naissances, il faut les faire connaître et s'en servir. Sinon où allons-nous ? Il est plus que temps d'apporter une solution à ce grand problème angoissant.

GATHO

(1) Il est curieux de les voir reprises par certains abondancistes voulant encore considérer le facteur de productivité de l'être humain alors que l'un d'entre eux (et non des moindres) a écrit sur ce sujet un livre intitulé : « La grand relève de l'Homme par la machine ».

Le fiasco de la collectivisation agricole en U. R. S. S.

Sous le titre « Les Paysans Soviétiques », Jean Chombart de Lauwe, professeur à l'Ecole nationale d'Agriculture, a publié aux éditions du Seuil en 1961 un livre plein d'indulgente compréhension pour le système soviétique. Quant à nous, qui avons moins tendance à prendre au sérieux les péroraisons sans fins des dirigeants soviétiques, nous nous bornerons à extraire de ce volumineux ouvrage de plus de 400 pages bourrées de statistiques, quelques faits précis sur lesquels l'auteur n'insiste guère, mais qui suffisent à caractériser l'agriculture russe actuelle.

I. — En plus de 40 ans de « socialisme », la production agricole russe n'a pratiquement pas augmenté

Alors que (graphique I p. 59) la production industrielle est près de quarante fois plus élevée qu'avant la Révolution (1913 : indice 100 — 1958 : indice 3.500) la production agricole ne s'est guère accrue de plus de 10% (1913 : indice 100 — 1958 : indice 111). Si l'on compare cet accroissement absolu minime à celui de la population (page 274 : 1913 : 159,1 millions — 1959 : 208,8), soit environ 31%, on voit que l'agriculture russe est en baisse relative.

Alors qu'il y a cinquante ans la Russie était l'un des principaux exportateurs de céréales, l'U.R.S.S. vit en état de pénurie chronique de produits agricoles. L'effectif du troupeau bovin en fournit un exemple : le nombre des vaches, qui était de 29 millions en 1916 passe à 18 en 1935 et à 32 en 1959 (pp. 59 et 270).

II. — Les terres collectives produisent moins que les minuscules parcelles individuelles

Le terroir agricole soviétique est divisé en trois parties inégales (p. 89) : les 1.004 millions d'hectares d'exploitation sont repartis en 1959 entre les fermes d'Etat ou « sovkhozes » (254 millions d'ha., soit 25 %), et les collectivités villageoises ou « kolkhozes » (750 millions, soit 75%). Mais sur ce dernier chiffre 6,4 millions d'ha., soit 0,6% sont confiés aux kolkhoziens en jouissance individuelle. Ce sont les petites parcelles individuelles des foyers kolkhoziens, comprises entre 1 ha et 1/4 d'ha, et, pour la plupart, plus proches du quart d'hectare que de l'hectare. Ces parcelles représentent moins de 4% de la surface effectivement cultivée (184 millions d'ha.). Mais une part enorme de la production en provient 54% des légumes et pommes de terre (p. 142), tandis que l'élevage individuel qui y est toléré dans des limites aussi étroites y produit 41% des bovins, 57% des vaches, 36% des porcs. La production de lait et de viande de l'U.R.S.S. provient en 1958 de l'exploitation individuelle, dont respectivement 11% et 16% par livraisons obligatoires, tandis que ces seules livraisons fournissent déjà 43% des œufs. En fin de compte l'approvisionnement des villes dépend surtout des parcelles individuelles, soit par les livraisons obligatoires à l'Etat, soit par la vente directe de leurs produits par les paysans aux marchés des villes où ils se rendent toutes les semaines par les moyens les plus divers depuis la carriole jusqu'à l'avion et parcourant souvent des distances immenses. Aussi les paysans du Caucase faisant régulièrement 2.000 km en chemin de fer pour vendre à Moscou les fruits de leurs vergers personnels (p. 234).

III. — Les méthodes de culture ultramodernes sont encore un mythe en U.R.S.S.

Si l'approvisionnement en viande, lait, œufs, légumes, pommes de terre, fruits, dépend surtout des minuscules parcelles individuelles, il est bien évident que la production des céréales et plantes industrielles se fait par contre surtout sur les terres collectives. Mais avec des rendements assez médiocres très inférieurs à ceux de la France et de l'Europe occidentalle et même dépassées par ceux des pays neufs de culture extensive comme les U. S. A. ou le Canada. Et les progrès depuis un demi siècle sont moindres que dans ces pays. Le tableau ci-dessous (données des pp. 326-27) se passe de commentaires :

RENDEMENTS MOYENS EN QUINTAUX A L'HECTARE

Pays	*Culture*	*Années*	*Rendement*	*Années*	*Rendement*
U.R.S.S.	Céréales	1909-1913	6,9	1954-58	9,2
»	Blé d'Hiver	1913	10,0	1954-58	13,0
»	Blé de Printemps	1913	7,3	1954-58	8,0
U.S.A.	Blé	1909-1913	9,9	1954-56	13,0
Canada	Blé	1909-1913	11,2	1954-56	13,7
Australie	Blé	1909-1913	8,0	1954-56	11,7
France	Blé	1909-1913	13,0	1955-59	24,0

Ajoutons que si 91% des sovkhozes utilisent (en 1957) l'énergie électrique, 27% seulement des kolkhozes peuvent en faire autant (p. 356). La traction animale représente encore 46% (1957) de la puissance énergétique de l'agriculture de l'U.R.S.S. (p. 336) et le parc de tracteurs est comparable à celui de la France (1 million environ, l'unité de compte en CV n'étant pas la même). On comprend dans ces conditions que les 26 millions de travailleurs agricoles de l'U.R.S.S. (p. 379) arrivent difficilement à satisfaire la consommation du pays tandis que les 6 millions de travailleurs agricoles américains produisent en surabondance.

***

Ces brèves remarques nous conduisent à deux conclusions :

D'abord les méthodes soviétiques sur le simple plan du rendement matériel ne sont pas plus « progressives » que le système capitaliste.

Deuxièmement le prétendu « socialisme » de l'U.R.S.S. n'a pas apparemment élevé dans un sens social de dévouement à la collectivité la mentalité paysanne russe : Les paysans soignent leur lopin personnel et négligent l'exploitation collective.

Autrement dit l'agriculture de l'U.R.S.S. est fondée sur deux secteurs : l'un très productif relévant de l'artisanat ou du tout petit capitalisme, essentiel pour une partie des produits ; l'autre du capitalisme d'Etat (sovkhozes) ou des communautés obligatoires (kolkhozes) fournissant tant bien que mal le reste.

***

Capitalisme individuel et artisanat d'une part, capitalisme d'Etat et bureaucratie de l'autre, le système de l'U. R. S. S.. ne démontre pas du tout la supériorité de la deuxième formule. Pourquoi ? Parce que l'on n'impose pas le socialisme par décret, violence et terreur, parce qu'on ne l'instaure pas en nommant des fonctionnaires de l'Etat ou du Parti pour surveiller et diriger les paysans. Parce que la terre en U.R.S.S. n'est pas plus socialisée que l'usine, et les paysans ne sont guère plus maîtres de l'outil de production que les ouvriers. En voulant tout faire ,l'Etat paralyse tout. Les dirigeants soviétiques eux-mêmes semblent s'en rendre compte. En témoignent certains propos désabusés tenus par Khrouchtchev à Gomulka et aux autres chefs communistes de l'Est. Comparant les mauvais résultats agricoles des démocraties populaires qui ont collectivisé l'agriculture à l'image de l'U.R.S.S., à ceux, meilleurs, de la Pologne, qui seule, y a rénoncé, Khrouchtchev aurait déclaré que la voie russe n'est, peut-être pas, après tout, la bonne.

Ces échecs du « communisme » sont d'autant plus frappants quand on se souvient de l'acharnement du P. C. espagnol à dénigrer, saboter, anéantir les réalisations collectives spontanées de la révolution espagnole pendant laquelle les paysans de Catalogne, d'Aragon, du Levant, etc., avaient d'eux-mêmes jeté les bases du socialisme authentique.

ROLAND

Naissance du néo-malthusianisme en France

(Suite de la page 7.)

térielement impossible d'écrire ici. Pour ceux que le sujet intéresse, ils peuvent lire ce livre toujours en vente.

***

L'incroyable ignorance des masses sur cette question de première importance, car elle est liée à tous les problèmes sociaux, à tout ce qui touche l'humain, nous incite toujours à revenir sur le sujet, malgré la paralysie imposée par les rigueurs d'une loi qui n'est pas abolie, et nous pensons que nos efforts ne sont pas tout à fait vains. En dehors des bienfaits apportés à la famille par la conception contrôlée, il ne faut pas négliger le point de vue mondial. Si l'on songe que la population terrestre atteindra bientôt six milliards, il est loisible de penser qu'une telle explosion démographique fait prévoir des drames gigantesques, une dégradation de la personnalité humaine et de la civilisation. Sur notre globe, plus d'un tiers des êtres sont sous-alimentés, autant sont illettrés et vivent dans un état d'infériorité physique et intellectuelle indigne de notre temps. Dans le domaine de la paix, sans cesse menacée et toujours à refaire, nous ne voyons quant à nous, et cela nous l'avons écrit, dit et redit depuis des années, d'autre moyen efficace qu'une régulation, une limitation du nombre des humains; assurer l'équilibre entre les peuples, arriver à un relèvement des niveaux de vie, mettre fin à l'agressivité créée et entretenue chez les jeunes, dont la vie personnelle est déjà un rude combat. Production et répartition... j'entends bien que cela a son importance, mais le néo-malthusianisme est à la base même et rien n'est possible sans l'observation de ses méthodes. A une saturation populative de plus en plus à l'étroit, il faut opposer la sélection maintenue par un état d'abondance, par un état d'équilibre bienfaisant et permanent entre les biens nécessaires et les etres qui doivent en bénéficier. Aucune bonne organisation sociale ne peut être instaurée sans cela.

J. H.

Le mouvement des «enragés» sous la révolution française

★

Ce mouvement de masses a pour origine une crise économique due à la guerre qui isole la France « comme une ville assiégée » et permet, par la spéculation, aux riches de s'enrichir encore plus tandis que les salaires et les petits revenus se déprécient sans cesse. Tel est l'arrière-plan économique du mouvement des « Enragés ».

A la vérité, ce n'était pas la première fois que les masses s'étaient soulevées spontanément et, sans chef, sans guide, qu'elles avaient aboli une legislation ou tenté d'imposer les mesures conformes à leurs vœux... Des délégations ne cessaient de se présenter à la Convention pour réclamer des mesures propres à soulager la misére populaire, et comme en 1789, comme en Août, c'est dans les sections, au contact de la foule, que le mouvement pris naissance. Cette fois encore, il ne fut pas l'œuvre de politiciens en quête d'une clientèle. Il fut spontané, autant qu'un mouvement de foule peut l'être. Seulement cette fois-ci, dès les premières manifestations, il fut évident qu'il n'était plus abandonné à lui-même. Dans l'insistance des pétitionnaires à revenir sur une question capitale, au demeurant difficile, celle du cours forcé des assignats, MATHIEZ a raison de voir la preuve « qu'ils étaient dirigés par une volonté et une intelligence qui les manœuvraient derrière la toile »... Ils se faisaient l'écho d'un parti nouveau qui apparaissait pour la première fois sur l'horizon révolutionnaire, d'un parti qui allait bientôt entrer en lutte avec les montagnards eux-mêmes, d'un parti que ses adversaires appelaient déjà les « Enragés ».

Parler d'un parti c'est sans doute beaucoup dire. Au sens que les modernes ont donné à ce mot, il n'a pas existé de parti durant la Révolution française... Ils (les Enragés) furent quelques hommes vivant en étroit contact avec la masse révolutionnaire, assurés d'un bon accueil dans les sections parisiennes, entourés de quelques partisans fidèles, mais si libres de leurs mouvements qu'il est difficile de dire jusqu'à quel point les plus connus étaient liés entre eux et concertaient leur action. Qui sait si leur échec ne vint pas en partie de là ?

C'est par les discours et les écrits de Jacques ROUX et de VARLET que l'on peut dégager la doctrine des *Enragés*. Jacques ROUX, prêtre de Saint Nicolas et ancien curé de campagne, proche des petites gens, apostrophait en ces termes les députés de la Montagne le 25 Juin 1792 :

« Députés de la Montagne, que n'êtes-vous montés depuis le troisième jusqu'au huitième étage des maisons de cette ville révolutionnaire ! Vous auriez été attendris par les larmes et les gémissements d'un peuple immense sans pain et sans vêtement, réduit à cet état de détresse et de malheur par l'agiotage et les accaparements, parce que les lois ont été cruelles à l'égard du pauvre, parce qu'elles n'ont été faites que par les riches et pour les riches. »

En Septembre, les hébertistes contraignent la Convention à décréter la Terreur à l'ordre du jour, les « Enragés avaient aussi réclamé la Terreur, mais une Terreur totalement différente de celle dont Jacques ROUX avait fait l'expérience lors de ses séjours en prison, Terreur expression de l'autorité contre laquelle il va lutter jusqu'à la mort :

Entre la Terreur que les *Enragés* demandaient et celle que la Convention décréta le 5 septembre, il y avait, politiquement parlant, une différence essentielle. La première était la violence révolutionnaire, le peuple pourchassant lui-même de ses piques les agioteurs et les ennemis de la liberté. L'autre était la Terreur légale, exercée par les autorités régulières, codifiée, administrée, fonctionnarisée. Ce n'est pas à l'historien de dire laquelle des deux est la plus ou la moins humaine. Il est clair que, doctrinalement, dans le premier cas le peuple demeure souverain, tandis que dans l'autre cas le gouvernement, l'Etat se voient investis d'une toute puissance despotique. Et c'est contre cette dictature de l'Etat que la campagne des *Enragés* s'oriente durant ce mois de Septembre (1793).

Du fond de sa prison, Jacques ROUX continuait d'écrire.

Comme si, au moment de sa disparition, il levait un masque, il nommait comme des frères de combat, ces hommes dont l'histoire ne sait pas qu'ils concertaient avec lui leur action : « Les scélérats, écrivait-il, les Tartufes. Ils se sont servis des LECLERC, des VARLET, des Jacques ROUX, des femmes révolutionnaires, des LACOMBE, des COLOMBES, des CHAMPIONS, des ARDOINS et de tant d'autres républicains pour briser le sceptre des tyrans, pour renverser la faction des hommes d'Etat... aujourd'hui qu'ils tiennent le bâton de la Republique... et qu'ils sont armés de la foudre nationale, ils la font éclater impitoyablement sur les patriotes incorruptibles qui ne s'agenouillent pas en esclaves devant les nouveaux rois. »

LA GREVE DES MINEURS

Le gouvernement a été vaincu

Les derniers jours de la grève laisseront dans l'esprit de beaucoup de militants syndicalistes un mélange de joie et d'amertume.

La joie de savoir que le gouvernement avait été vaincu. L'amertume de voir quelques-uns de ces mineurs, qui avaient été si courageux pendant toute la grève, se laisser prendre au piège savamment tendu par le gouvernement (1).

Pourtant la victoire est incontestable quoi qu'en disent certains journalistes qui prétendent que la grève n'a fait ni vainqueurs ni vaincus.

Le vaincu en cette occasion c'est l'autorité du pouvoir, qui avait pourtant tout fait pour briser la grève des « gueules noires ».

Certes, cela n'a pas été comme en 1936, la victoire d'une clase ouvrière qui n'avait rien et qui a obtenu la réalisation de beaucoup de ses revendications ; 1936 ne connaissait pas un pouvoir qui s'apparente plus à une dictature qu'à une démocratie. Si la victoire de 1936 a été relativement facile, celle de 1963 a été la conclusion d'un combat que les mineurs ont mené pendant 35 jours et qui n'était pas exempt de périls.

Quels sont donc les résultats obtenus qui peuvent justifier la victoire des mineurs ?

Je ne veux pas parler des points d'accord qui ont été publiés par la grande presse, mais des points qui justement ont été passés sous silence par cette même presse.

Voici l'un des plus importants points de l'accord :

Article 5. — Avenir de la profession minière. Une table ronde se réunira, dès qu'une activité normale sera constatée dans l'ensemvle des houillères, en vue d'étudier les problèmes de l'avenir du charbon, de l'avenir de la profession houillère et des régions minières ainsi que les problèmes de la reconversion.

Je parle de cet article avant les autres pour mieux faire comprendre le reste de l'accord.

En effet, l'article 3 traitant du régime des congés dit : « *Tous les agents des houillères bénéficieront dès l'année 1963, d'un congé représentant au minimum 2 jours par mois de travail au cours de la période de référence.*

Le régime définitif et les modalités d'application, seront discutés au cours des réunions de la table ronde.

Pour ceux qui ne connaissent pas le métier de mineur il faut dire que le Statut du Mineur dans son article 20 précisait avant 1957 :

Un jour de congé par mois de travail effectif ou de congé. Une majoration d'ancienneté pouvant aller jusqu'à un maximun de douze jours de congé pour 10 années de présence à la mine.

Ce qui veut dire que les mineurs ayant au moins dix ans de service avaient déjà depuis 1946 les quatre semaines de congé et lorsque en 1957 la troisième semaine de congé fut accordée à l'ensemble des travailleurs, les mineurs perdirent une semaine de congé d'ancienneté. Il ne fallait pas qu'en 1963 à l'occasion de l'octroi de la quatrième semaine de congé les mineurs perdent la totalité de l'ancienneté.

C'est pourquoi l'accord prévoit la discussion des modalités des congés d'ancienneté.

L'article quatre porte sur la *Durée du travail. Des discussions sur la durée du travail seront ouvertes dans le cadre des réunions prévues à l'article 5.*

D'autres paragraphes prévoient la discussion sur la garantie des salaires.

Qu'importe en effet d'obtenir une augmentation importante des salaires, si l'on ne peut par la suite garantir le pouvoir d'achat de ces salaires.

A la première augmentation des prix, les salaires se verraient amenuisés d'autant et c'est pour cela que je pense que ce n'est pas une augmentation quelconque du salaire qui est le plus important, mais la garantie que ce salaire ne pourra être faussé par les fluctuations des prix.

Il ne faut pas oublier que le premier souci du gouvernement gaulliste à été de supprimer l'indexation des salaires sur les prix (article 12 du Statut).

Cet article 12 il faut le rétablir et cela se fera au cours des discussions qui auront lieu dans un avenir très proche.

D'autre part, combien de fois a-t-on entendu au cours de la grève que le charbon américain pouvait venir à Merlebach à un prix inférieur à celui extrait en Lorraine.

Ne devons-nous pas nous défendre contre une telle éventualité et comment le faire si les accords ne prévoyaient pas :

1° L'avenir de la profession minière.

2° Une politique énergétique propre à assurer l'écoulement des tonnages produits.

3° L'étude des moyens qui permettront l'allégement des charges sociales supportées par les houillères.

4° Le transfert de charges du budget des Charbonnages au budget de l'Etat (Rapport Massé).

C'est de tout cela que l'on n'a pas parlé et que le gouvernement ne voulait pas donner le 24 mars.

Tout ce qui vient d'être écrit ci-dessus n'a pas été porté à la connaissance de l'ensemble des mineurs et pourtant c'est de loin le plus important des accords Charbonnages-Syndicats.

Et tout ce qui s'est passé dans les régions minières et en particulier à Lens, fait partie de l'offensive gouvernementale contre les syndicats (1).

(1) Voir l'article « Briser les syndicats ».

MAURICE JOYEUX prendra la parole au Meeting du 1er Mai à 9 h. 30, salle des Congrès, 198, Avenue du Maine, Paris, 14.

Briser les syndicats

par Emile-Philippe MENU

Délégué mineur
du Syndicat Force Ouvrière

La grève des mineurs vient de se terminer par la victoire incontestable de ces derniers sur le gouvernement.

Mais une bataille plus implacable est commencée. Elle est commencée depuis le samedi 30 mars en Lorraine. En effet, l'U.N.R. et une bande de nervis à sa solde ont mené contre les militants syndicaux une propogande que feu Gœbels n'aurait pas désapprouvée.

La tentative de briser la grève en Lorraine a échoué. Mais l'opération « briser les syndicats » a repris dès le jeudi 4 avril, c'est-à-dire juste après la conclusion des accords « Syndicats-Charbonnages ».

J'accuse formellement les Charbonnages d'avoir été les complices du gouvernement en cette occasion.

Pourquoi les journaux de jeudi matin n'ont-ils publié qu'une partie des accords qui venaient d'être conclus ? Pourquoi la presse mettait-elle l'accent sur l'article 1 de l'accord, c'est-à-dire sur les salaires tentant de faire ressortir que les chiffres donnés étaient les mêmes que lors des discussions du 24 mars et passait sous silence les points les plus importants de l'accord ?

Nous avons vu dès jeudi matin se répandre à travers les bassins du Nord et du Pas de Calais, des gens qui au hasard des rencontres avec les mineurs jetaient ces phrases : « Eh, bien, camarades, les syndicats vous ont bien roulés. La grève pouvait être terminée depuis 15 jours, car ce sont les mêmes augmentations qu'il y a 15 jours qu'ils ont acceptées aujourd'hui. Combien ont-ils été payés pour cela ? »

Et ces phrases mensongères et insidieuses ont fait leur chemin à travers le pays minier.

N'y comprenant absolument rien et croyant effectivement avoir été roulés, les mineurs se sont mis en colère.

L'on a vu des choses incroyables se dérouler. Dans beaucoup d'endroits les militants syndicalistes ne purent pas prendre la parole et ne purent expliquer le contenu des accords.

Nous entrions dans la phase active de la nouvelle bataille.

En effet, tout était soigneusement organisé, les manifestations hostiles aux syndicats n'étaient pas faites spontanément comme l'ont écrit des journalistes mais préparées depuis quelque temps.

Le ministricule Missoffe, l'homme qui n'a jamais réussi à casser une patte à un bœuf, avait crié victoire trop tôt et vendu la mèche en déclarant : « Les syndicats ne voulant pas s'adapter au régime gaulliste seront cassés comme De Gaulle a cassé les partis politiques ».

Missoffe ne l'a pas dit de cette manière, mais c'est cela qu'il a voulu dire.

Si l'on reprend les faits, partout et au même moment, les mêmes slogans et les mêmes mensonges ont été répétés.

Au cours des différents meetings qui se sont tenus dans les bassins, des perturbateurs créaient une confusion en lançant contre ceux qui tentaient de donner des explications, les pires invectives, les plus invraisemblables bobards. Et certains ouvriers se faisaient les complices involontaires de ces provocateurs en clamant leur mécontentement.

Mais partout où on a réussi à expliquer les textes de l'accord, le travail a repris.

Le point le plus névralgique fut Lens. Lens est en effet le siège des trois syndicats des mineurs. Une attaque en règle des « meneurs » fut dirigée contre les locaux de la C. G. T.

Les militants de cette centrale présents à ce moment-là réussirent plutôt mal que bien à éloigner les braillards en leur promettant qu'un meeting aurait lieu le lendemain, c'est-à-dire le vendredi 5 avril à 16 heures. Le vendredi matin des camarades des trois syndicats se réunirent pour discuter des évènements assez graves qui s'étaient passés et il fut décidé le meeting à 16 heures.

Dès 15 heures les mineurs de Lens et de Sallaumins commencèrent à affluer vers la place du Cantin.

A 16 heures une bande de près 200 manifestants descendirent la route de Lille, se dirigeant vers la place du Cantin, en hurlant des injures contre les syndicats et leurs dirigeants.

Arrivés sur la place, une partie de cette bande s'éparpilla au milieu des mineurs, déjà réunis, et une autre vint prendre position devant le podium où étaient installés les micros.

Quelle ne fut pas la surprise de tous les militants, présents sur le podium sévèrement gardé par un service d'ordre de nos meilleurs camarades, de reconnaître dans les braillards qui se trouvaient devant eux, tous ceux qui avaient perturbé leur réunion de la veille.

Cette bande, à laquelle s'étaient joints quelques mineurs abusés, était préparée, bien dirigée, et avait reçu la consigne d'empêcher les différents orateurs de parler.

Ces derniers eurent, effectivement, beaucoup de mal à se faire entendre.

Le plus étonnant, c'est que cette manifestation qui n'avait pas été préparée, ait reçu la visite de tant de journalistes, reporters de la radio et de la télévision.

Mais, l'on comprit quand on a vu l'opération « Déchirez vos cartes syndicales ». Certains journalistes m'ont reproché d'avoir été brutal et violent quand j'ai pris la parole à ce meeting. C'est que justement je venais de reconnaître dans ces trublions plusieurs de ceux qui avaient tenté de saboter ma réunion à Herne et quand j'ai vu le « même syndiqué » déchirer spectaculairement, sous l'œil de la camera, sa carte syndicale et cela à 4 ou 5 reprises. J'avais compris et je n'avais pas à ménager ces provocateurs.

Aussi j'ai été heureux quand Radio Luxembourg m'a demandé, son reporter étant absent, de lui téléphoner ce qui se passait au cours du meeting.

J'ai dénoncé la manœuvre concertée contre nos syndicats et leurs militants.

Celui qui a organisé tout cela dans la région de Lens est quelqu'un que nous ne connaissons pas encore, mais une chose est certaine, une grande partie des braillards étaient des nervis à la solde de l'U.N.R. : tel ce marchand de poisson connu pour ses attaches avec ce parti qui se trouvait au milieu des mineurs et les excitait à poursuivre la grève jusqu'au bout.

La situation est grave et il faudra faire front contre toutes les attaques, car il ne faut pas croire que De Gaulle oubliera l'affront que les mineurs et leurs syndicats lui ont fait.

SOLIDARITE INTERNATIONALE anti-franquiste

Franco, le dernier survivant des tragigues dictateurs qui ensanglantèrent l'Europe, continue sa sinistre besogne. La criminelle exécution de Julian Grimau est la suite d'une longue série de procès et de condamnations où Jorge Connill Valls et ses camarades ne durent de sauver leurs vies qu'à la faveur de la courageuse action d'anarchistes italiens.

Oui, Franco continue, et pourquoi en serait-il autrement ? Mis en place par le fascisme de Mussolini et le nazisme d'Hitler, toléré tout d'abord par les démocraties, nous assistons ces dernières années à de multiples campagnes tendant à justifier son « libéralisme naissant ».

A ceux qui ignominieusement abandonnèrent l'Espagne révolutionnaire avant de tomber à leur tour, à ceux qui à la fin de la dernière guerre oublièrent dans leur euphorie d'arrivistes que les premières victimes du totalitarisme furent les combattants espagnols, à ceux qui « pudiquement » n'entendirent pas les cris des compagnons massacrés, Franco-le-sinistre leur lance à la face le sanglant témoignage de son « libéralisme » et de leur lâcheté.

C'est pas dizaines et par dizaines que les libertaires espagnols retournant au combat, tombèrent sous les balles franquistes dans l'indifférence quasi générale. Accusés des pires crimes, leur mort fut aussi anonyme que leur lutte. Nos pensées vont vers vous, Amador Franco Martinez, Jorge Pons, les trois frères Sabaté...

Tout autant que votre mémoire c'est votre forme de lutte que nous saluons. Seule l'action directe est de nature à mettre fin à ce régime honni. Les travailleurs français ont manifesté contre Franco. L'appel que nous lançons pour une solidarité agissante auprès du peuple espagnol trouve son expression dans la lutte que le prolétariat français doit mener d'abord contre ceux qui tirent un bénéfice de la présence à Madrid du plus grand criminel vivant. Seule la chute du gaullisme est de nature à redonner un sens et par conséquent une efficacité décisive à la lutte anti-franquiste dont l'abandon reste la tache la plus honteuse de l'internationalisme prolétarien.

HENRI KLEBER

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux

UN CENTENAIRE BULGARE PARLE, par Nicolas Stoïnoff (Edit. Notre Route)

Voici un livre précieux pour tout ce qu'il nous apprend sur le mouvement anarchiste en Bulgarie pendant ces cent dernières années. L'auteur, Nicolas Stoïnoff — nous avons annoncé sa mort dans notre dernier numéro — jeune intellectuel nourri de Christo Botev, de Boulgakoff, de Tolstoï, de Rousseau, sera instituteur dans les campagnes. Et à travers la rude vie qu'il mène au milieu des paysans se dessine ce qui sera sa vocation : l'éducation. C'est cette existence qu'il nous décrit au début de son ouvrage et à petites touches sobres et justes il nous restitue les hommes de la terre qui sous sa plume se mettent à vivre avec une intensité extraordinaire. Nous assistons également a l'éclosion d'une nuée de militants qui après de multiples évolutions vont former les cadres des partis populistes et communistes successivement au pouvoir en Bulgarie. Stoïnoff, lui, restera à l'écart de la politique et sera l'élément moteur du syndicat des instituteurs qui se transformera plus tard en Union générale des Instituteurs à tendance anarcho - syndicaliste. Puis viennent les persécutions pour sa brochure « Les vaines promesses d'en haut et la réalité ». L'auteur nous fait assister à la naissance puis à la disparition des journaux qui dans tous les pays furent la richesse du mouvement ouvrier. Mais le problème paysan le préoccupe de plus en plus. Il publie alors une brochure malheureusement introuvable connue sous le nom de « Résolution de Divdiadovo », dont le retentissement fut considérable dans la Bulgarie. Le livre de Stoïnoff nous trace ensuite les grandes lignes de la montée du mouvement paysan, puis de sa dégénérescence lorsqu'après la révolution bourgeoise, le mouvement se trouva porté au pouvoir. L'auteur est alors expulsé par ses anciens amis. Le fascisme s'installe au pouvoir, puis le bolchevisme. Et c'est pour l'écrivain d'abord les années d'exil, le retour, puis enfin le silence où on allait ensevelir cette voix pure. Ce livre extraordinaire d'une vie simple et tout entière consacrée à la pensée libertaire se termine par deux biographies, celle du grand poète anarchiste Christo Botev et de l'éducateur Varban Kilifarski ainsi que par un appel à la lutte pour rétablir la liberté en Bulgarie sous la domination communiste. C'est un livre que nos jeunes doivent lire car il est nourri de la pensée révolutionnaire bulgare que le poète anarchiste Botev a exaltée en ces vers musclés.

Soutiens ma main, soutiens mes [armes,
Quand l'esclave s'insurgera !
Que, dans les rangs des combat- [tants
Je trouve moi aussi ma tombe !

LA VOIX FRANÇAISE DU SOCIALISME, par Maurice Laudrain. (La Maison du Livre Français.)

Voici un petit livre intéressant qui veut repenser les objectifs et les méthodes de travail du mouvement ouvrier français. Les solutions qu'il nous propose sont inspirées du Mouvement Français de l'abondance. L'œuvre de M. Laudrain a néanmoins les défauts des ouvrages de ce genre. Le condensé historique qui sert de base à son propos, est discutable. L'auteur écarte ou ignore tout ce qui peut s'inscrire en faut contre ses propositions. C'est l'écueil de tous les doctrinaires marxistes et avoir passé par l'école abondanciste n'arrange rien, bien au contraire. Malgré ces quelques réserves, c'est un livre à lire et certaines des propositions qu'il contient pourraient servir de base pour un travail plus approfondi.

COLLECTIONS POPULAIRES (Livres de poche, Collection Idées, Marabout, etc.)

- Main Street, *de Sincler Lewis (M). — Le chef-d'œuvre du grand romancier américain. C'est la vie de la « Grande Rue » d'une petite ville comme il en existe tant et qu'une jeune femme passionnée va essayer de transformer.*
- La vie des douze Césars, *de Suetone (L. P. — Cet ouvrage, qui servit pendant deux mille ans de base à toutes les études de l'empire romain, est aujourd'hui dépassée, mais tous les détails vrais qui servirent à construire la légende des empereurs constituent un bien précieux pour qui essaye de comprendre la morale, les mœurs, la vie sociale du peuple.*
- La métamorphose, *de Franz Kafka (L. P.) — Kafka est l'écrivain du fantastique. On parle de lui plus qu'on ne le lit. « La métamorphose » et les courtes nouvelles qui suivent permettent d'aborder sa manière par son côté le plus accessible. De toute façon l'écriture est simple et claire, ce qui permet d'assimiler la trame déroutante des histoires.*
- Les mémoires d'Hadrien, *de Marguerite Yourcenar (L. P.). — Ouvrage remarquable. La plus parfaite reconstitution historique tentée à partir de documents millénaires et de légendes modifiées par le temps.*

Vers une nouvelle avant-garde
JEAN-LOUP PHILIPPE
et le domaine poétique

Le Jarrivisme est mort, le Lettrisme agonise. Une nouvelle Avant-garde littéraire se prépare.

La première manifestation du « Domaine Poétique », est un spectacle appelé « Poésie Ouverte ». Il a déja été présenté plusieurs fois, tant à l'étranger qu'en France, notamment à Paris, à la Galerie du Fleuve.

L'originalité de ce spectacle monté par Jean-Loup Philippe est de faire participer de façon concrète l'univers du spectacle théatrale à un récital poétique. Un certain nombre de textes nous sont présents, souvent par les auteurs eux-mêmes, entourés d'une mise en scène qui sait s'effacer devant le récitant aussi bien que prévaloir sur le personnage en scène qui dit le texte. Parfois, le son se déroule sans qu'aucun personnage ne soit visible, laissant paraitre d'impressionnantes projections lumineuses, jamais gratuites, toujours subordonnées à ce qui est dit.

Dans une salle comble, remplie de jeunes, sans qu'aucune publicité n'ait été faite nous avons assisté avec étonnement à ce spectacle, une des meilleures tentatives d'avant-garde depuis des années.

Plusieurs auteurs s'étaient partagés le programme : J. C. Lambert, (Neuf Aléas), G. Luca, (Un quart d'heure de Culture Métaphysique), François Dufrêne, transfuge du Groupe Lettriste, (Tombeau de Pierre Larousse), B. Gysin (Permutations), Robert Filliou (Père Lachaise n° 1 et Kabou'Inéma).

Tous les textes étaient bons, mais le grand morceau était sans conteste une sorte d'improvisation poétique sous forme d'une coure pièce en un acte, jouée par Jean-Loup Philippe et Jacques Gruber, dans laquelle se mélaient un décor simplifiée la « personnification des objets » chers aux Surréalistes, et un « texte-provocation » excellent.

Il est question que ce spectacle, qui sera présenté de nombreuses fois au cours de l'année, soit joué en régulier dans un théâtre parisien.

Il est à souhaiter que ce « Domaine Poétique » conserve toutes les qualités visuelles et auditives qu'il possède. Nous allons sans doute voir paraître une avant-garde aussi bien poétique que theatrale, qui pour une fois, sera vraiment l'œuvre de jeunes. Il était temps, les seuls représentants de cette Avant-garde étant maintenant devenus aussi officiels qu'Evtouchenko. En effet, aucune surprise ne nous attend plus chez Ionesco, Becket, Adamov ou Audiberti. A moins que cette promotion de jeunes donne le coup de fouet nécéssaire pour sortir des sentiers battus.

Jean-Loup Philippe, qui assure la mise en scène de ce premier spectacle, est un jeune comédien. Nous l'avons vu dans « Thé et Sympathie » au théâtre, récemment dans une pièce de Mauriac à la Télévision (Asmodée) ainsi qu'au cinéma. C'est tout à son honneur d'avoir choisi, pour sa première production personnelle, d'abandonner les classiques début du siècle pour se tourner vers ce qui reste le plus difficilement accessible : l'Avant-garde.

Jean ROLLIN

Le cirque de Moscou

Quoi de plus délassant que le cirque. Le spectateur quel que soit son âge réel retrouve pour un moment sa jeunesse devant le cercle enchanté.

Ici, si l'on présente un spectacle en tout point sans faille, c'est bien sûr plus pour la propagande et le prestige national que pour le profit. Le présentateur rappelle de temps à autre que tel athlète ou jongleur est « artiste émérite du peuple soviétique ».

Si la plupart des numéros de remplissage sont d'une honnête tenue, on peut cependant voir leur équivalent dans nos music-halls ou sur les pistes ambulantes qui sillonnent l'Europe. Reste un très bon orchestre dont on peut louer la discrétion, une machinerie moderne impeccable qui réduit au minimum les temps morts et des numéros-vedettes extraordinaires.

Une ahurissante troupe de cavaliers Djiguites. Des funambules défiant à la fois les lois de l'équilibre de la pesanteur et de... la raison. Des animaux, chiens footballeurs d'un comique consommé, chevaux à l'éducation irréprochable, lions enfin qui faisant taire leur grogne, rogne, etc., se transforment en jockeys émérites du cirque soviétique. Tous ces animaux nous charment beaucoup ; sans doute préféreraient-ils les grandes steppes mais en U.R.S.S. il n'y a pas de place pour les vagabonds, chacun le sait.

Deux heures d'un spectacle merveilleux, riche et dense.

Une seule lacune dans tout cela, l'absence de clowns.

J. F. Stas.

Le directeur de la publication,
Maurice Laisant.

Imprimerie des Gondoles
(S.A.R.L. au capital de 10.000 frs
4 et 6, rue Chevreul. Tél. BEL 27-73
Choisy-le-Roi (Seine)

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction - Administration
3, rue Ternaux. PARIS-XI
Tél. : VOL. 34-08
C.C.P. Librairie Publico
Paris 11.289-15

ABONNEMENT A 12 NUMEROS
France ..... 10,00 F.
Etranger ..... 11,50 F.
★
Changement d'adresse
0,30 F. en timbres-poste

Nos lecteurs ont pu trouver que nous ne fassions pas assez cas, dans cette rubrique, des revues libertaires ou syndicalistes révolutionnaires. C'est qu'il nous a paru préférable de signaler et d'analyser les publications qui paraissent hors du mouvement, celles en particulier qui s'attachent le plus directement à l'activité intellectuelle du présent, et qu'on lit moins régulièrement que les revues amies bien connues. Voici cependant, et nous y reviendrons de temps en temps, quelques aperçus sur des périodiques proches de nous.

« NOIR ET ROUGE »

Ces « cahiers d'études anarchistes-communistes « ont été suivis ici d'assez près pour leur volonté d'approfondir et d'actualiser un certain nombre de problèmes essentiels. Au sommaire du n° 23, deux études, un témoignage direct et un article de critique et de documentation, sur l'expérience du kibboutz en Israël : les difficultés, les échecs et les réussites d'une tentative de construction socialiste durable à l'intérieur (et pour une bonne partie en marge) d'un Etat capitaliste.

L'incompatibilité de l'anarchisme et de la franc-maçonnerie est un thème que « Noir et Rouge » aborde pour la troisième fois : ce coup-ci à partir de textes publiés par les loges d'où il ressort que la franc-maçonnerie participe d'une manière générale et consciente au régime bourgeois.

Des précisions sur l'« Opus Dei », le compte-rendu d'un livre sur le Portugal et l'Angola, une lettre sur la Belgique et le Congo terminent cet intéressant ensemble. (1F50 — Lagant — B. P. 113 Paris 18e)

Par ailleurs, la même revue vient de publier, en collaboration avec « Informations - Correspondance ouvrière », un travail ronéotypé de trente pages, « Espagne 62 ».

« LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

Revue syndicaliste révolutionnaire. A côté de pertinentes analyses économiques et politiques (Guilloré, Louzon, Hagnauer), le n° 480 présente un compte-rendu par M. Libert, du Congrès de L'U.G.T.A. (1F50, 14, rue de Tracy, Paris 2e).

« ETUDES ANTICOLONIALISTES »

C'est encore le sabotage du Congrès de l'U.G.T.A. par les ben-bellistes qui occupe le numéro double (3-4) de ces « Fiches d'Information », dont l'orientation n'est pas libertaire, mais dont les analyses, tournées essentiellement vers le Tiers-Monde, peuvent nous être fort utiles (n° 1 : Introduction au problème palestinien ; n° 2 : Les mouvements de libération des colonies portugaises). Dans les fiches 3-4, le compte-rendu du Congrès est précédé d'un rappel des tentatives gestionnaires de l'organisation syndicale algérienne (entravées déjà par le Bureau Politique) depuis le cessez-le-feu. (1F. P. Goldmann, 118, Avenue Victor-Hugo, Paris 16e).

LES CAHIERS DU SOCIALISME LIBERTAIRE

Gaston Leval envisage dans le n° 87 « L'expérience africaine et la naissance de l'Etat », à partir du récent essai de René Dumont, « L'Afrique noire est mal partie ». Au même sommaire, la 2e partie d'une étude , toujours de Leval, sur «La liberté selon Bakounine». (Mme Luce Ottie, 21, rue des Mathurins (S. et O.). 0,45 frs.

René FORAIN

A propos de « Mourir à Madrid »

Nous ne marchons pas

Fréderic Rossif est un homme au métier sûr. Et au cinéma le métier n'exclut pas la roublardise, bien au contraire. Je pense toutefois que Rossif a forcé la dose et cette ficelle un peu grosse semblera à la réflexion, lorsque les effets d'une propagande savamment orchestrée seront dissipés, grosse comme une corde dont il n'est pas sûr qu'elle possède les vertus de celle du pendu.

Dans un savant balancement, Rossif au long de son film, qui déborde la défense de Madrid pour englober les événements principaux de la guerre, nous présente les mauvais prêtres, puis les bons; les bons militaires, puis les mauvais; les forces d'intervention de l'axe, les brigades internationales, les chars russes et les avions allemands; les manifestations d'enthousiasme au début de la guerre en faveur de la République et les manifestations d'enthousiasme à la fin de la guerre en faveur de Franco. Tolède et Guernica ! C'est du travail de matou qui craint de se mouiller les pattes. Dieu reconnaîtra les siens et Dieu est partout présent dans ce film faussement objectif où l'on réussit à passer presque entièrement sous silence et le peuple espagnol en armes et la C.N.T. anarchiste.

Je dit *presque entièrement*, car il est vrai que pour les anarchistes le commentateur chuchotte quelque part le nom de Durruti et reconnait que les anarchistes étaient les plus nombreux. Pour le peuple, là, le commentateur se surpasse lorsqu'il nous apprend que les Espagnols qui se battaient les uns contre les autres avaient une profonde estime réciproque. Mais voyons le détail « historique » et d'abord la défense de Madrid.

A Madrid, et tous les historiens le reconnaissent, c'est le dynamisme du syndicat du bâtiment affilié à la C.N.T. qui conserve la ville à la République. Rossif l'ignore. En revanche, il nous parle des mineurs descendus des Asturies pour défendre la capitale, mais il réussit cet exploit de passer sous silence le rôle de la colonne Durruti venue d'Aragon et qui arrêtera les Franquistes dans la cité Universitaire. Lorsque les combats se transporteront dans les montagnes qui enserrent la ville, le commentateur citera longuement Lister, mais oubliera soigneusement Cipriano Méra, secrétaire du Syndicat du Bâtiment de la C.N.T., devenu général de division et qui, comme Joffre pour la bataille de la Marne, pourrait dire : « *Si nous avions été battus par les Italiens à Guadalajara, je sais bien qui aurait été le coupable.* » Enfin, si l'auteur lorsqu'il élargit le sujet s'étend longuement sur les catholiques basques, il n'a pas trouvé un document pour illustrer Barcelone en lutte. Curieux film en vérité qui donne l'impression que cette guerre d'Espagne fut surtout l'œuvre des étrangers, les espagnols en étant les victimes sans y prendre une grande part et que la défense de la République incomba surtout aux démocrates chrétiens.

F. Rossif souligne complaisamment que son film est en butte aux attaques provenant de l'extrême droite comme de l'extrême gauche et il voit là une preuve de son « objectivité ». En vérité Rossif a voulu faire une œuvre commerciale et pour cela il s'est livré à l'opération bien connue qui consiste à couper l'omelette par les deux bouts ! Nous sommes parfaitement édifiés sur l'honnêteté d'une telle opération faite en faveur d'une république asexuée dont on essaie de masquer comme des tares ce qui en fut la seule justification.

Le film sur l'Espagne sanglante reste à faire non pas avec le pinceau de petits maîtres opportunistes et malhonnêtes, mais avec celui de Goya et en attendant allons revoir « Espoir », de Malraux, qui lui au moins n'ignorait pas que les routes d'Espagne furent sillonnées de camions qui portaient sur leurs ridelles les majuscules du peuple : C.N.T.-F.A.I.

Maurice JOYEUX

Le Siège de la C.N.T.-F.A.I., via Durruti à Barcelone.

Miliciens de la F.A.I. sur le front d'Aragon.

RADIO

Chaque année, avec l'hiver, disparait la meilleure production de la R.T.F. « Dimanche dans un fauteuil » *de Jean Chouquet. Cette émission, seuls l'apprécient ceux qui le méritent. Elle est une sorte de récompense pour l'auditeur, car même dans un fauteuil il y a un petit effort à faire pour suivre des rubriques où la finesse et l'originalité se disputent la place d'honneur. Souhaitons que Jean Chouquet nous reviendra avec, si c'est possible, de nouveaux trésors.*

⁂

Pierre Lhoste a la specialité des émissions littéraires à la R.T.F. Il en est une presque inconnue en raison de l'heure de sa diffusion : « Ce livre est à vous », *France II à 6 h. 20 chaque matin. Peut-être est-ce un privilège réservé aux prolos levés dès l'aurore. Notre ami Roger Monclin, auteur du livre :* « Gaston Couté », *préfacé par Pierre Mac Orlan, a eu les honneurs du micro matineux. Cela nous a valu d'entendre l'ami Pierre Loiselet nous dire* « Le gars qu'a mal tourné ». *Que ceux qui se lèvent tard le regrettent amèrement, car ils ne l'entendront sans doute jamais aux autres heures d'écoute.*

⁂

Ce samedi 20 avril, quelques heures après l'exécution en Espagne de Julian Grimau, Paris-Inter *diffuse en espagnol l'émouvant poème de Fédérico Garcia Lorca :* « Las cinco de la tarde » *qui relate la mort d'un torero. Dans notre esprit, un rapprochement se fait : Lorca, Grimau, victimes des mêmes bourreaux, une reconnaissance complice s'établit vis-à-vis du producteur. L'illusion est de courte durée, voici maintenant* « Le chant des partisans » : « *Allez les tueurs à la balle et au couteau ,tuez vite.* » *Décidément, on en sortira pas, il faut aussi à la radio son* « *sang à la une* ».

J. F. STAS

"Le vice et la vertu"

Bien des cinéastes ont dû rêver un jour de mettre en scène l'œuvre du Marquis de Sade. La gageure devait tenter VADIM, lui qui s'était spécialisé dans la mise en scène de classiques de l'érotisme : Carmilla de LE FANU; Les Liaisons Dangereuses et Le Repos du Guerrier, de Christiane Rochefort. Mais et quoiqu'on en pense, là où un auteur intelligent aurait pu tirer une adaptation honnête, sans trahir l'esprit du Marquis (il est évidemment et malheureusement exclu de transcrire intégralement le texte, quoiqu'un metteur en scène habile le pourrait, en traitant certaines scènes à la manière des orgies des films bibliques ou à « peplum » ou comme par exemple telle scène de La Kermesse Héroïque, de Feyder), Vadim n'a pu réussir que son plus mauvais film.

Le scénario est confus et incohérent, la mise en scène pâteuse (ces pucelles en robes blanches s'interrogeant sur leur sort, et le « Tribunal » nous ont bien fait rire) et les acteurs, à part Annie Girardot qui fait des efforts, jouent faux, ou s'en moquent éperdument. Le film n'est même pas sauvé par des personnages qui auraient pu évoquer Sade. Volontairement ou non les chefs S.S. de la Commanderie, ressemblent plus aux maîtres de l'Allemagne nazie: le gros Goering, le laid Goebbels, etc., qu'aux moines de Ste-Marie-des-Bois ou à l'ogre Minsky. On imagine pourtant ce qu'il aurait été possible de faire avec, par exemple, Pierre Brasseur, Jack Palance, Charles Laughton.

Non content de négliger totalement son travail de metteur en scène et de directeur d'acteurs, Vadim trahit délibérément l'esprit de Sade, chez qui aucun personnage qu'il soit bandit, noble, juge, commerçant, prêtre ou même pape, comme dans « Juliette » ne commet un crime pour raison politique; tout ici : torture, meurtre, viol, est commis au nom de l'instinct, de la nature. Chez Vadim, au contraire, la moitié du film est consacrée aux intrigues entre clans adverses : vieille armée allemande, S.S., Généraux. Et pourquoi se gêner : c'est la vertu qui prospère et le vice qui finit malheureux.

Et ce qui est très grave, c'est d'avoir transposé l'intrigue au temps du régime nazi et des camps d'extermination. Il n'y a pas de pire malhonnêteté intellectuelle ni de plus imbécile confusion mentale. L'erreur monumentale qu'avait commise Camus dans son « Homme Révolté » trouve ici son écho le plus bas. Il faut rappeler encore une fois que Sade a été emprisonné sous trois régimes différents et qu'il a été poursuivi sous la Terreur parce que, siégeant à un Tribunal, il était trop indulgent.

Il y a quelque chose de plus sérieux et de plus grave que la réussite ou le ratage d'un film dans le fait qu'un homme comme Vadim, qui représente aux yeux de certains, un esprit « avancé » (comme de la viande pas fraîche), parvienne à un tel résultat. Il nous fait regretter le temps où Appollinaire *était seul à dire de Sade : « C'est l'esprit le plus libre qui ait jamais existé. »*

Aurélien DAUGUET

Beaux-Arts et salubrité

M. Georges Mathieu est libre de peindre la bataille de Bouvines. Mais nous sommes libres de ne pas crier au génie. Et pour notre liberté et pour la salubrité des beaux-arts, nous pourrions aussi :

— Dynamiter la victoire de Samothrace ou la rendre à la Grèce,

— crever la Joconde ou la rendre à l'Italie.

— rendre l'Obélisque à l'Egypte.

L'art est international... comme la bêtise ou l'horreur.

Sans chauvinisme, quand nous aurons débarrassé Paris des horreurs étrangères, il nous sera plus facile d'en éliminer ses horreurs propres.

⁂

A Paris, en ce moment, dans tous les lieux où l'on expose, c'est la quantité qui prime la qualité. En ce moment... mais pas qu'en ce moment, hélas ! Le risque : que le public s'écœure de tant de médiocrités étalées. Alors, faut-il préconiser un malthusianisme des beaux-arts ? Il ne s'agit pas d'aller contre la liberté de chacun, il s'agit de mettre chacun devant ses responsabilités.

⁂

« Art Snob », *revue satirique de l'art contemporain, répond à notre attente. Elle veut servir de ralliement à tous les défenseurs d'un art et d'une culture humains. Elle mérite à plus d'un titre de retenir notre attention. Nous en reparlerons.*

⁂

Pour terminer, nous voudrions signaler dès maintenant une importante exposition-manifeste qui s'ouvrira le 10 mai au 16, rue Vivienne. Les plus authentiques des jeunes figuratifs actuels y participeront.

J.-L. GERARD

NOUVEAUX ARGUMENTS

Mon intention n'est pas, en développant l'argumentation qui suit, de réfuter, de contredire ou même de minimiser ce qui a pu être dit précédemment sur le néo-malthusianisme et sur la nécessité de la limitation des naissances.

Il serait vain de prétendre faire table rase des théories émises depuis plus d'un siècle par des hommes de valeur et par des esprits éclairés.

Au surplus cette étude n'a d'autre objet que de compléter ce qu'ils ont dit et écrit, sans rencontrer hélas ! l'attention qui aurait dû leur faire echo.

Si ce qui suit ne se place pas sous l'angle alimentaire où Malthus et ses suivants l'ont envisagé, c'est non pas que cet aspect essentiel soit à dédaigner, mais parce qu'il me semble avoir été suffisamment exposé par ROBIN, HARDY, NAQUET, Eugène et Jeanne HUMBERT et combien d'autres, pour qu'il soit laissé ici de côté.

C'est aussi parce que le terrain où je place cette étude ne m'apparaît pas moins essentiel, et susceptible d'apporter quelque lumière sur la question et de poser quelques problèmes sur lesquels les esprits curieux voudront bien se pencher. .

La multiplicité des élements, facteur des difficultés d'un problème

Il est une règle sans démenti, selon laquelle — pour un problème de même degré — les difficultés existent en fonction directe des éléments qui le composent.

Qu'il s'agisse d'Arithmétique, d'Algèbre ou du jeu des Echecs, la multiplicité des données ou des pièces augmente le nombre des combinaisons et accroît les difficultés à apporter une solution.

Comme toutes règles, celle-ci ne saurait jouer dans l'absolu, et un problème doit comporter le minimum d'éléments indispensables à sa résolution ; mais, ce minimum atteint, toute adjonction à sa donnée devient superflue, et ne constitue plus qu'un piège ou qu'un embarras.

Ce qui est vrai dans le domaine des mathématiques, des sciences expérimentales ou des jeux d'esprit, cesse-t-il de l'être dans le domaine humain et dans le rapport des habitants d'un pays, d'un continent ou du globe ?

La question vaut d'être posée, car les lois (même scientifiques) ne sont bien souvent que des abstractions, et une théorie que l'expérimentation n'a pas confirmée, ne saurait être considérée comme valable.

Examinons donc :

— D'une part, les problèmes posés par l'accroissement de la population.

— D'autre part, la facilité ou la difficulté que nos contemporains montrent à les résoudre.

Si une solution s'offre à chacun d'entre eux, c'est que les données du problème ne sont pas excessives et sont peut-être indispensables.

Si, au contraire, les recherches pour les résoudre aboutissent à des impasses, à des piétinements continuels, c'est que les éléments du problème le rendent insoluble.

Toute augmentation de la population doit s'accompagner d'une possibilité :

— De l'habitat.

— Des centres d'instruction (écoles, collèges, lycées, centres d'apprentissage, etc.).

— De la circulation, par route et par voie ferrée.

— Du stationnement des véhicules.

Voyons un à un, et de quelle manière, ces problèmes ont été résolus :

HABITAT. En dépit des efforts accomplis, la question reste entière. Malgré les Buildings de plus en plus élevés qui cernent nos villes ou s'y implantent, la question du logement se pose à Paris comme en province, dans les campagnes comme dans les cités.

Et au train où vont les naissances, il est à prévoir que nulle solution ne peut être fournie, les pouvoirs se proposant d'emplir le tonneau des Danaïdes.

INSTRUCTION. Le personnel pédagogique se plaint d'année en année (et sans être entendu), des classes surchargées, de l'impossibilité pour les instructeurs, instituteurs ou professeurs de pouvoir consacrer le temps nécessaire à chaque élève et de faire leur métier en conscience.

D'autre part, les locaux font défaut, les classes se tiennent parfois dans des cuisines désaffectées, où il n'y a de places assises que pour ceux et pour celles qui jouent des coudes et pénètrent les premiers.

Cela, non dans des régions perdues, mais au cœur même de la capitale.

CIRCULATION. De l'aveu même de tous ceux qui se sont penchés sur le problème, il est non seulement irrésolu, mais non résoluble.

Pour en avoir confirmation, il suffit de fréquenter les trains desservant la banlieue des grandes villes, ou d'être l'usager de la R.A.T.P., et de considérer de quelle façon le transport des voyageurs est effectué.

Ce scandale est tellement patent et journalier que nul ne songe plus à s'en émouvoir ou à y remédier.

Pour ce qui est de la circulation routière, la chose est pire encore, les embouteillages rendant impossible tout horaire, si approximatif soit-il.

Que l'on songe ici également que le problème ne peut que s'aggraver, puisqu'il se posera avant la fin de ce siècle, à l'échelle d'une population multipliée par 2 ou 3 de l'avis des compétences, tandis que l'on se trouve impuissant à le résoudre dans le présent.

STATIONNEMENT. Si la circulation laisse pantois tous ceux qui tentent d'y apporter un aménagement, celui du stationnement des autos et camions présente encore plus de difficultés. Il existe au cœur des grandes cités, des quartiers et même des arrondissements où il est illusoire d'espérer stationner.

L'on peut même dire qu'une aggravation du problème du stationnement s'accomplit, dont je me garderai d'incriminer les pouvoirs publics, la question posée étant sans solution.

En conclusion, je puis avancer sans crainte de démenti, que toutes les exigences posées par le nombre accru des habitants sont restées insatisfaites, et que nul n'est susceptible d'y apporter ou même de proposer une solution valable.

Je défendais au départ de cet article la thèse selon laquelle le nombre des facteurs augmentait la difficulté d'un problème.

Outre ce qui précède, qui vient la confirmer, je ne saurais clore cette question sans l'envisager sous l'angle particulier et psychologique, sans considérer — si sommairement que ce soit — la promiscuité que nous impose et à laquelle nous expose une surpopulation, sans constater les rivalités, les contre temps, les gênes réciproques auxquels se trouvent astreintes des populations excessives aussi bien pour l'accomplissement de leur travail que pour l'occupation de leurs loisirs.

Songe-t-on assez à la fatale inhumanité d'une humanité surpeuplée : aux heurts et aux algarades entre automobilistes et piétons, entre piétons et cyclistes, entre l'homme qui est trop pressé et celui qui ne l'est pas assez, entre celui qui ne veut pas manquer son train et celui qui voudrait flâner, entre le conducteur qui cherche une place et ceux qui derrière lui se trouvent bloqués, entre les usagers en attente derrière un guichet de poste ou d'administration ou prenant la file chez un commerçant.

Songe-t-on aussi à l'impossibilité où se trouvent nos contemporains d'avoir des rapports cordiaux; d'indiquer à une femme que son sac est ouvert, de repousser dans le ruisseau une épluchure de fruit qui risque de causer un accident, de signaler qu'un paquet risque de tomber d'un véhicule.

On n'a pas le temps. Pressé dans une foule qui piétine, pris entre le feu qui vous indique le passage et la masse des voitures, qui pourrait se conduire encore en homme civilisé ?

Songe-t-on assez à l'exiguïté des logements aux servitudes communes, sujets à des contacts, à des discussions, voire à des conflits, chacun pouvant se plaindre légitimement d'être gêné par le voisin.

par Maurice LAISANT

De la relativité de l'espace vital

L'espace vital, si souvent invoqué par les nations comme une indispensable nécessité, l'est beaucoup moins pour elles que pour les individus qui les composent.

En effet, cet espace vital, cheval de bataille des gouvernants et des chefs d'Etat, correspond avant tout à des prétextes expansionnistes militaires ou commerciaux, à des menées impérialistes, pour le compte de firmes et pour satisfaire aux ambitions d'Etats-Majors.

Tout au contraire l'espace vital de l'individu : son légitime besoin d'un minimum de place et de confort, constitue la plus indéniable réalité.

Cependant, il serait faux de croire à la constance de cette réalité humaine.

Elle varie avec le temps et évolue en fonction du degré de la science.

Il est de toute évidence que les conditions de commodités et d'hygiène d'un travailleur de 20ème siècle sont incomparablement supérieures à celle d'un souverain du 17ème siècle sans remonter au delà.

Examinons parallèlement l'évolution subie dans le domaine de la place nécessaire à l'homme.

Alors que les moyens de locomotion sont restés les mêmes, depuis la domestication du cheval jusqu'à l'aube du siècle dernier, la brusque découverte de la vapeur, du moteur à essence et de l'électricité ont bouleversé les modes de transports usités jusqu'à ce jour.

Cela n'a pas été sans modifier l'espace vital de l'homme.

S'il fallait en exprimer l'étendue en langage mathématique, l'on pourrait dire qu'elle est représentée par sa superficie multipliée par sa vitesse.

Or, la superficie d'un homme se déplaçant représente environ 50 centimètres carrés pour un piéton.

Avec l'utilisation du cheval, elle passe à 1 mètre carré environ, et avec la voiture attelé de 2 mètres à 2 mètres 50 selon le nombre des voyageurs.

La surface est à peu près la même pour l'automobile.

Venons en au déplacement. Ici la progression est énorme ; alors qu'il est de 5 klm à l'heure pour un piéton et de 12 klm pour un cavalier, il passe à 60 klm pour un automobiliste.

Je ne fais que prendre les vitesses moyennes, sans tenir compte des exploits de l'équitation ou du volant.

Cela me permet de constater que pour les personnes voyageant en automobile (dont le nombre augmente de jour en jour, soit individuellement soit par collectivité) la vitesse de déplacement est passée de 1 à 12 par rapport au piéton et de 1 à 5 par rapport au cavalier.

Si l'on tient compte que la superficie occupée par l'homme utilisant un véhicule est quatre fois celle d'un piéton, on constate que la place occupée par celui-ci par rapport à l'automobiliste passe de 1 à 48.

Je ne saurais faire le silence sur l'objection fondamentale qui prétend ruiner la théorie exposée ci-dessus :

« De par sa vitesse même, la voiture libère la place en même temps qu'elle en occupe une autre et, par conséquent, n'a besoin que de l'espace vital de sa superficie durant chaque fraction de sa course. »

Cet argument qui offre le semblant d'une évidence, n'a que le défaut de ne constituer qu'un sophisme.

En une heure l'homme qui se déplace à pied n'aura occupé sa superficie que sur une distance de 5 klm, alors que dans le même temps l'automobiliste aura occupé sa superficie (qui est de quatre fois supérieure) sur 60 klm.

Qu'il ait libéré sa place occupée en raison de sa vitesse, cela n'empêche pas qu'il aura réalisé durant ce temps le coefficient par rapport au piéton :

4 (rapport de sa superficie) × 12 (rapport de sa vitesse) = 48 fois plus.

Il est en effet impossible d'envisager le problème dans le domaine de l'espace et non du temps et de considérer que sur 5 klm l'automobiliste n'occupera que 4 fois plus de place qu'un pédestre.

Ce serait faire œuvre purement théorique et supposer que l'automobiliste fera le même parcours que le piéton, alors que le premier se déplacera plus facilement de Paris à Bordeaux que le second de Paris à Versailles.

D'autre part, cette libération de la place occupée est aussi purement fictive, car elle méconnaît la marge de sécurité selon laquelle, au rythme actuel des véhicules, un espace d'une cinquantaine de mètres devant et derrière une voiture doit rester disponible.

Si je ne cours aucun risque à croiser la route d'un piéton ou à marcher à un mètre de lui, je commettrais la plus grande imprudence à agir de même vis-à-vis d'un automobiliste, que je sois à pied ou au volant.

Si donc, ainsi que je me suis efforcé de le démontrer et ainsi qu'il est loisible de le constater par l'engorgement des routes et l'obstruction des grands centres, si donc l'espace vital nécessaire à l'homme s'est trouvé multiplié par les modes de transports actuels, il eut été logique d'envisager parallèlement et en raison inverse une solution démographique.

Or c'est le contraire qui s'est produit : dans le même temps où augmentaient les nécessités humaines dans le domaine vital de l'individu, dans le même temps où l'on pouvait attendre une diminution des habitants de la planète pour satisfaire à ces besoins, nous avons vu tout à l'inverse la population tripler en moins de cinquante ans.

Et nous la voyons menacer de s'accroître bien davantage encore, selon les prévisions des pouvoirs publics et en raison des encouragements qu'ils prodiguent pour les voir se réaliser.

Une pareille campagne est la preuve formelle, non seulement du manque d'esprit scientifique, mais de l'absence de toute raison de la part de ceux qui nous gouvernent.

A L'APPUI D'UNE THEORIE ANCIENNE